

SECRETARIAT DU PROGRAMME REGIONAL OCEANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

# Rapport annuel

2014



**PROE**

Programme régional océanien  
de l'environnement



Photo : P.Skelton/PROE



Photo : © Jeff Tan



Photo : © Stuart Young



## L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est l'organisation régionale chargée de coordonner la protection et le développement durable de l'environnement de l'Océanie.

Le PROE a été fondé par les gouvernements de ses pays membres en 1992 avec mandat d'appuyer la coopération et la coordination dans l'ensemble de la région. La Convention portant création du PROE est entrée en vigueur en 1993, conférant ainsi un statut autonome à l'Organisation.

De son siège situé à Apia (Samoa), le PROE œuvre en étroite collaboration avec ses 26 États et Territoires membres, ainsi qu'avec ses partenaires, les bailleurs de fonds et les communautés locales, au service de la gestion environnementale et du développement durable des pays de la région dans les quatre secteurs d'intervention prioritaires suivants :



BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE



CHANGEMENT CLIMATIQUE



GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION



SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

### CATALOGAGE AVANT PUBLICATION DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PROE

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2014 – Apia, Samoa : PROE 2015

68 p. 29 cm

ISSN: 1990-3561

1. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). I. Titre

363.7099

© Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) : 2015.

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur, et à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication aux fins de revente, ou de toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur.

Photo de couverture : © Stuart Chape.

Autres photos : Sauf mention contraire, toutes les photos apparaissant dans la présente publication ont été prises par des agents du PROE.

Conception : The Little Design Company, Wellington (Nouvelle-Zélande).

Impression : Wickliffe New Zealand Ltd.



PO Box 240, Apia, Samoa

+685 21929

sprep@sprep.org

www.sprep.org

*L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures*



Conformément à la politique du PROE en matière de protection de l'environnement, la présente publication a été imprimée sur papier 100 % recyclé post-consommation





Photo : P.Parkinson/PROE



Photo : © Scott Willson



Photo : © Isabella Chowra

## TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT-PROPOS</b> MESSAGE DU PRÉSIDENT	2
<b>INTRODUCTION</b> MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
<b>NOS MEMBRES</b> ŒUVRER ENSEMBLE À LA RÉALISATION D'OBJECTIFS COMMUNS	6
<b>PLEINS PHARES SUR LA CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LES PÉID</b>	14
<b>PRIORITÉS STRATÉGIQUES :</b>	
 <b>BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE</b>	20
 <b>CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	28
 <b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>	38
 <b>SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE</b>	46
<b>SERVICES GÉNÉRAUX</b>	52
<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	58
<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	60
<b>PUBLICATIONS DU PROE</b>	62
<b>LISTE DU PERSONNEL</b>	65
<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b>	68
<b>NOTRE RÉGION</b>	69

# Avant-propos

## Message du Président



Au nom de nos amis, pays membres du PROE, et en ma qualité de Président de la Conférence du PROE, c'est avec beaucoup de plaisir que je vous livre ces quelques remarques introductives pour le Rapport annuel du PROE – 2014. Il ne fait aucun doute que cette année encore, le Secrétariat a connu une croissance remarquable accompagnée de résultats positifs et tangibles toujours plus nombreux en faveur de nos États et territoires insulaires océaniques et de l'environnement que partagent les pays de notre région.

Deux grands chantiers ont marqué l'année 2014 : l'évaluation indépendante du PROE et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de l'Organisation. Ces évaluations avaient pour but d'apprécier les résultats obtenus par le PROE au cours des 5 dernières années et les progrès réalisés dans la mise en œuvre de son Plan stratégique actuel.

L'équipe chargée de l'évaluation indépendante a rendu un rapport très favorable sur la capacité organisationnelle et sur l'ensemble des résultats de l'Organisation. Le rapport d'évaluation a mis l'accent sur les améliorations considérables intervenues depuis 2010, et se conclut sur une série de recommandations visant à améliorer encore l'efficacité et la productivité du PROE.

Le processus a représenté un énorme travail et, au nom de l'équipe d'évaluation indépendante, je tiens à féliciter l'ensemble du personnel du PROE, des parties



prenantes et des Membres qui ont bien voulu consacrer leur temps et leur énergie, et partager des informations au cours du processus consultatif.

Le rapport a également souligné la pertinence du travail du PROE au regard des grands défis environnementaux et de développement durable que connaît notre région. Comme d'autres dirigeants océaniques, le Président de mon pays, la République des Îles Marshall, a déclaré que le changement climatique constitue le principal défi à relever par nos États et territoires insulaires océaniques. En tant que Président de la Conférence du PROE, je tiens à rendre hommage au travail réalisé par l'Organisation depuis 25 ans afin d'appuyer l'action climatique à tous les niveaux. Dans ce domaine, les activités du PROE sont extrêmement diverses, allant des actions d'adaptation



Photo : © Stuart Chape

menées dans les pays océaniques au soutien de nos délégations nationales lors des négociations climatiques internationales.

Le présent rapport annuel présente également les grands succès enregistrés par le PROE au service des États et territoires insulaires océaniques dans les domaines suivants : biodiversité et gestion écosystémique ; gestion des déchets et lutte contre la pollution, et surveillance environnementale et gouvernance.

En tant que Président, je me félicite des perfectionnements significatifs apportés à tous les niveaux de la gouvernance du PROE, qui se traduisent par des améliorations des services et du soutien fournis à ses Membres insulaires. Je suis particulièrement heureux de constater l'amélioration des processus d'établissement des rapports, qui se concentrent

dorénavant sur les résultats et sur les retombées, ainsi que sur l'efficacité et la pertinence de l'action de l'Organisation grâce, notamment, à la constitution du Groupe d'examen et de suivi des projets (PRMG). Ce groupe aura pour rôle d'évaluer les projets et d'appuyer la montée en puissance des capacités de gestion de projets du PROE afin de veiller à ce que l'Organisation continue à apporter des projets de haute qualité.

Toutes les conclusions et recommandations issues de ces évaluations ont été adoptées lors de la 25e Conférence du PROE réunie à Majuro, République des Îles Marshall. La conférence a réuni les délégués de 21 pays Membres du PROE et a été l'occasion d'une session de haut niveau que j'ai eu le plaisir de présider.

J'ai été très impressionné de voir de très nombreux Membres

œuvrer ensemble pour appuyer le travail du PROE et lui prodiguer des conseils constructifs afin de guider son action. Nous nous devons de continuer à œuvrer ensemble en conservant notre sens de l'urgence et notre détermination pour faire face aux défis environnementaux qui pèsent sur nos pays, et aider tous les pays insulaires océaniques à renforcer leur résilience.

En ma qualité de Président, je tiens à féliciter le Secrétariat pour son travail acharné et les réussites engrangées en 2014. C'est avec honneur que la République des Îles Marshall a accueilli la 25e Conférence du PROE et vous assure de son engagement durable envers le PROE, son Secrétariat et nos amis, les pays membres.

### Tony de Brum

Au nom de la République des Îles Marshall

Président de la 25e Conférence du PROE

# Introduction

## Message du Directeur général



Je suis très heureux de vous présenter le Rapport annuel du PROE pour 2014. Vous constaterez aisément à la lecture de ce rapport que, cette année encore, nous avons engrangé des succès et des résultats positifs dans la mise en œuvre de nos activités au service des États et territoires insulaires océaniques.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que le soutien financier direct du PROE en faveur de ses Membres insulaires océaniques a augmenté, d'environ 2,5 millions d'USD en 2010 à plus de 8 millions d'USD en 2014, sans parler des prestations d'appui technique et de renforcement des capacités considérables fournies à ces mêmes Membres.

Une telle croissance démontre clairement notre détermination à soutenir les États et territoires de l'Océanie alors même qu'ils doivent faire face à des défis aussi variés qu'ils sont nombreux, tant en matière d'environnement que de développement. Les principaux défis sont les suivants : le changement climatique, que les

dirigeants océaniques voient comme le principal défi à relever par notre région ; la perte de biodiversité, avec des taux de perte figurant parmi les plus élevés au monde pour certains groupes d'espèces, et des quantités sans cesse croissantes de déchets dangereux et de déchets solides dans les États et territoires de l'Océanie.

De tels défis exigent une action urgente et concertée. Ce rapport annuel présente l'action du PROE et les moyens mis en œuvre pour aider nos Membres insulaires océaniques à relever ces défis, de l'échelon communautaire à l'échelon international.

Par exemple, le projet FINPAC financé par le Gouvernement finlandais a enrichi les connaissances et renforcé les capacités des communautés villageoises à utiliser les informations météorologiques pour prendre des décisions au quotidien, notamment pour décider du meilleur moment pour planter leurs cultures vivrières.

Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) a fourni un soutien et des conseils pratiques aux pays et aux communautés du Pacifique dans les domaines essentiels que sont les ressources hydriques et la sécurité alimentaire, ainsi qu'une gestion plus efficace des zones côtières.

Le PROE a mis l'accent sur l'adaptation écosystémique, qui consiste à mieux gérer et protéger d'importants écosystèmes et services écosystémiques afin de fournir des outils essentiels en première ligne de l'adaptation à l'évolution du climat. Cette emphase s'est encore renforcée cette année grâce à un nouveau programme de grande envergure qui sera conduit

dans plusieurs pays du Pacifique avec le soutien du gouvernement allemand.

La gestion des déchets est devenue considérablement plus efficace cette année grâce au projet PacWaste financé par l'Union européenne. Ce projet apportera une contribution considérable à l'amélioration de la gestion des déchets dangereux dans la région Pacifique. Suite à un inventaire régional des déchets dangereux, les agents du projet ont procédé à des opérations de désamiantage d'urgence aux Fidji et à Nauru. D'autres inventaires similaires des déchets médicaux et des déchets électroniques vont sans aucun doute procurer des avantages pour la santé des communautés et de l'environnement océaniques.

Ces exemples font partie des nombreux projets et activités par lesquels le PROE aide les États et territoires insulaires océaniques à relever les défis urgents en matière d'environnement et de développement. Je vous invite à découvrir nos autres activités de soutien dans les pages suivantes.

L'un des grands événements qui ont marqué 2014 a été la tenue de la 3e Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement à Apia, au Samoa. Cette conférence a été un succès remarquable pour le Samoa et pour l'ensemble de nos Membres insulaires océaniques. Le PROE a joué un rôle central lors de cet événement historique à l'issue duquel il avait notamment noué plus de 50 partenariats.

La conférence avait pour thème « Pour un développement durable des petits États insulaires en développement fondé sur des partenariats véritables et durables ».



Photo : © Stuart Chape

Pendant la conférence, nous avons eu le grand plaisir d'annoncer officiellement un partenariat qui s'inscrit dans le droit fil de ce thème. En effet, la relation étroite que nous entretenons déjà avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) va se resserrer avec l'installation d'un nouveau bureau sous-régional du PNUE pour le Pacifique au siège du PROE.

Notre travail dans le domaine de la biodiversité et de la gestion écosystémique a été considérablement renforcé en 2014 par la finalisation et le lancement du nouveau *Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique 2014–2020*. L'adoption de ce document marque une étape importante, car il fournit les orientations qui guideront la conservation de la diversité biologique pendant les six années à venir, et fait de l'Océanie la seule région du monde à s'être doté d'un cadre stratégique qui jette une passerelle entre les initiatives nationales et les instruments internationaux.

Les besoins croissants de nos Membres ont entraîné un élargissement de notre action dans le domaine de la surveillance environnementale et de la gouvernance. Nous avons notamment poursuivi notre travail d'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement et des stratégies nationales de gestion de l'environnement pour nos Membres océaniques.

Le PROE a fait l'objet d'une évaluation indépendante majeure en 2014, comme tous les 5 ans. Le rapport d'évaluation fait état de l'amélioration significative de la

gouvernance du PROE depuis 2008, et note que les Membres du PROE le considèrent comme une organisation efficace et performante qui procure des résultats tangibles aux États et territoires insulaires océaniques.

La qualité de notre gouvernance a été encore confirmée par l'octroi du statut d'entité de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation en 2013, alors que nous avançons rapidement vers une accréditation par le Fonds vert pour le climat, que nous prévoyons d'obtenir en 2015. Nous avons l'intention de mettre à profit ces décisions pour améliorer l'accès des pays océaniques aux financements liés au climat et à d'autres sources de financement environnemental.

L'élaboration du projet de moyenne envergure du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) favorisera l'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM. Une fois accrédités, nous serons encore mieux placés pour aider nos Membres à accéder à des ressources de financement de programmes environnementaux dans les six domaines d'intervention du FEM.

L'augmentation continue de notre budget de fonctionnement et le renforcement de notre effectif ont amélioré notre capacité dans les services essentiels que sont les finances et l'administration, les ressources humaines, les technologies de l'information, la gestion des connaissances et les communications, ce qui nous a permis de fournir davantage de prestations de conseil technique et de soutien aux projets.

Nos Services généraux ont supervisé la mise en place de

nouveaux systèmes sans papier afin de rendre notre opération plus productive et plus efficace tout en « verdissant » le PROE. De nombreux nouveaux agents ont rejoint le PROE cette année, dont nos tout premiers agents détachés aux Îles Marshall et aux Îles Salomon.

En 2015, nous allons développer notre présence dans les pays avec le recrutement d'un agent détaché aux États fédérés de Micronésie et sept nouveaux postes basés aux Fidji, à Vanuatu et aux Îles Salomon pour le Projet océanique d'adaptation écosystémique au changement climatique financé par le gouvernement allemand.

J'espère sincèrement que vous prendrez plaisir à lire ce rapport annuel et que, comme moi, vous serez reconnaissant au personnel du PROE qui, par sa la passion, son travail acharné et ses compétences, a permis d'obtenir les résultats fantastiques de cette année.

Il va sans dire qu'aucune des réalisations de l'année n'aurait été possible sans le soutien de nos Membres, dont les importantes observations et les connaissances approfondies ont continué à éclairer notre action.

Je saisis également cette occasion pour remercier nos partenaires et bailleurs de fonds, notamment les gouvernements australien et néo-zélandais, dont les financements pluriannuels nous permettent de poursuivre nos activités de base et d'appuyer nos efforts de préservation et de conservation de l'environnement du Pacifique en toute sérénité.

David Sheppard  
Directeur général du PROE

# Nos Membres

Œuvrer ensemble à la réalisation d'objectifs communs

Le PROE s'est engagé à travailler avec ses Membres afin d'atteindre les objectifs de gestion de l'environnement et de développement durable dans la région. Son action est guidée par les priorités stratégiques définies à la suite de consultations approfondies avec nos Membres insulaires océaniques et d'autres parties prenantes.



Photo : © Stuart Chape



## Les Samoa américaines gagnent leur combat contre un envahisseur

La lutte contre le tamaligi (*Falcataria moluccana*) porte ses fruits, avec des incidences positives pour la faune et la flore sauvage des Samoa américaines. Comme beaucoup d'autres arbres envahissants, le tamaligi pousse rapidement et finit par surplomber les espèces endémiques dont la croissance est lente, contribuant ainsi à leur déclin et à la dégradation de l'environnement. Des représentants du Parc national des Samoa américaines ont sollicité l'appui des communautés locales, qui ont arraché à la main le plus grand nombre possible d'arbres de cette espèce. Ce travail particulièrement épuisant a porté ses fruits et les experts des espèces envahissantes du PROE ont pu constater la prolifération des arbres endémiques dans des forêts précédemment dominées par l'envahisseur.



Photo : P.Skelton/PROE

## Les Îles Mariannes du Nord participent à la définition des orientations futures du PROE

En mai, un représentant du Bureau de la qualité de l'environnement et du milieu côtier des Îles Mariannes du Nord a participé à l'Atelier de consultation régionale réuni pour examiner l'évaluation indépendante du PROE et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de l'Organisation. Ces évaluations de grande ampleur étaient particulièrement importantes puisqu'il s'agissait d'apprécier les performances et le niveau d'engagement actuels du Secrétariat. Leurs conclusions ont permis de suggérer des améliorations de la capacité de l'Organisation, mais aussi de dégager des informations qui seront reprises dans son nouveau Plan stratégique.



Photo : Abasaa Wikimedia Commons

## Un film sur les initiatives d'adaptation des Îles Cook

Lors de la 3e Conférence internationale sur les PÉID, les Îles Cook ont lancé le court documentaire *Vital Harbours* qui s'inscrit dans la série intitulée *Vital* produite sous l'égide du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC). Le film relate des travaux entrepris dans le cadre du projet pour construire un nouveau port à l'épreuve du changement climatique sur l'île de Mangaia. Une équipe d'ingénieurs a collaboré avec des climatologues afin d'assurer la robustesse et la durabilité de la structure du port. Celui-ci permet également aux navires et aux pirogues de sortir et de rentrer en toute sécurité, même par gros temps.



*Vital Harbour:*  
*Lancement de la vidéo*  
*PACC Îles Cook*



Photo : PACC/PROE

## Les États fédérés de Micronésie inaugurent une nouvelle route à l'épreuve du climat

Les États fédérés de Micronésie ont célébré une réussite majeure en mai 2014 avec l'ouverture officielle d'une route à l'épreuve du climat sur l'île de Kosrae. La conception de cette nouvelle route côtière, qui tient compte de l'aggravation prévue des conditions météorologiques lors des prochaines décennies, lui permettra de résister aux grandes marées et aux fortes pluies. La population de la municipalité de Tafunsak dispose dorénavant d'une route utilisable par tous les temps dont elle avait bien besoin, mais cette réalisation démontre également aux pays de la région la manière de protéger les infrastructures côtières contre les incidences du changement climatique. La construction de cette route longue de 7 km a été financée par le programme PACC.



Photo : © Daniel Fernando/Manta Trust

## Aux Fidji une lueur d'espoir pour les raies

En juillet 2014, les Fidji ont demandé l'inscription de 9 espèces de raies Manta et de diables des mers sur la liste des espèces protégées de la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS). C'est la première fois que l'un des 4 pays océaniques qui ont adhéré à la Convention soumet une demande d'inscription. Lors de la Conférence des Parties à la CMS, qui s'est tenue en novembre en Équateur, 9 espèces ont été inscrites aux Annexes I et II. Cette avancée remarquable signifie que l'ensemble des 120 Parties à la CMS s'est engagé à ne pas cibler ces espèces ni à en faire le commerce, et à prendre toutes les mesures possibles en vue de leur conservation. Cette victoire pour nos raies menacées a été remportée grâce aux efforts et à la prévoyance des agents du ministère fidjien des Pêches.



Photo : M.Donoghue/PROE

## La Polynésie française promeut l'écotourisme avec ses espèces emblématiques

En 2014, le Gouvernement de la Polynésie française a lancé Les Journées Bleues, nouveau projet passionnant qui vise le développement de l'écotourisme dans les États et territoires insulaires océaniques fondé sur l'observation des espèces les plus emblématiques, dont les baleines et les dauphins, les tortues, les requins, et les dugongs. Le PROE soutient le projet en aidant à organiser, une conférence qui sera consacrée à l'examen des pratiques des activités écotouristiques proposées dans la région en 2015. Au programme, le partage d'expériences, l'élaboration de directives décrivant les meilleures pratiques et d'une feuille de route pour le développement d'un écotourisme durable dans la région. Le Fonds Pacifique a également accordé son soutien à cette initiative.

## Guam réaffirme son appartenance à la communauté environnementale océanienne

En août 2014, le gouverneur de Guam a réaffirmé l'engagement de son pays à participer activement aux travaux du PROE en qualité de Membre. Rappelant l'excellent travail du PROE et les avantages liés au statut de Membre de l'organisation, le gouverneur a annoncé que M. Robert Underwood, le Président de l'université Guam, représenterait dorénavant son pays dans tous les domaines d'intervention du PROE.



Photo : PROE

## Kiribati renforce son soutien à la protection des tortues marines menacées

En 2014, le tout premier stage de formation au suivi communautaire des tortues s'est déroulé dans le village d'Abaokoro à North Tarawa. Des représentants de communautés de Tarawa et d'Abemama y ont rejoint des agents du Service des pêches et du Service de l'environnement et de la conservation pour acquérir des connaissances sur la conservation et la gestion durable des tortues marines. Les 20 participants ont également appris comment identifier les tortues, ainsi que leurs habitudes migratoires et leur conservation. Ces formations ont été dispensées dans le cadre du Projet de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme financé par l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale, et géré par le ministère néo-zélandais de la Conservation en partenariat avec le PROE.



Photo : C.Siota/PROE

## La République des Îles Marshall jette les bases d'une gestion durable des déchets sur les atolls

Une importante évaluation des options envisageables de gestion intégrée des déchets solides sur l'atoll de Majuro s'est achevée en 2014. Majuro a été choisi comme site du projet pilote (financé à hauteur de 1 million d'USD) de modèle durable de gestion intégrée des déchets solides en milieu atollien. La phase d'évaluation étant maintenant achevée, les mesures nécessaires ont été prises pour que les travaux commencent dès le début de 2015, avec la mise en place d'une nouvelle infrastructure de gestion des déchets, d'équipements spécialisés et de procédures améliorées. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet PacWaste financé par L'Union européenne.



Photo : D.Haynes/PROE



Photo : E.Richards/PROE

## Nauru se lance dans le perfectionnement des travailleurs de la gestion des déchets

En 2014, des représentants de Nauru ont suivi un stage de formation à la gestion des déchets solides et des déchets dangereux. Lors de ce stage, les travailleurs de la gestion des déchets ont acquis des connaissances sur la gestion des décharges et des déchets organiques, et sur les méthodes de réduction des rejets accidentels de polluants organiques persistants. Ils ont également acquis des compétences essentielles en matière de présentation et de communication qui leur permettront de transmettre des informations et des compétences utiles à leurs collègues. Ce stage s'est déroulé à l'Université nationale des Fidji avec l'assistance de Griffith University (Australie) et le concours financier de l'Agence française de développement (AFD), du PNUE et du FEM.



Photo : © Isabella Chowra

## Nouvelle-Calédonie crée un parc marin d'importance internationale

En avril 2014, la Nouvelle-Calédonie a créé une nouvelle aire marine protégée (AMP) d'importance internationale : le parc naturel de la mer de Corail. Cette AMP englobe l'intégralité de la zone économique exclusive (ZEE) de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les eaux territoriales et les îlots dont elle assure la gestion. L'assistance du Fonds Pacifique a facilité la coopération entre l'AMP de Nouvelle-Calédonie et le parc marin des Îles Cook méridionales, et un accord de jumelage permettra aux 2 pays de procéder à des échanges techniques et de renforcement des capacités, et de partager des activités de renforcement des capacités.



Photo : PROE

## Nioué renforce les relations entre les médias et le Service météorologique national

En juillet 2014, le service météorologique national de Nioué a collaboré avec le PROE à l'élaboration de directives permettant de traduire des termes météorologiques complexes en concepts aisément compréhensibles par les organes des médias nationaux et les communautés locales. Un plan médiatique a également été élaboré afin d'assurer la diffusion régulière d'informations météorologiques par les médias. Ces activités ont été conduites lors d'un stage de formation de 2 jours financés par le projet Finlande-Océanie (FINPAC) exécuté dans 14 pays océaniques, qui a pour objet de réduire la vulnérabilité des communautés aux phénomènes météorologiques violents, aux catastrophes et au changement climatique grâce aux capacités de préparation et de riposte.

## Les Palaos engagent un montant record pour lutter contre les espèces allogènes envahissantes

En juin 2014, le Président des Palaos, M. Tommy Remengesau Junior s'est engagé à allouer un 1,4 million d'USD à l'éradication des espèces envahissantes grâce à l'assistance du Fonds du FEM pour la biodiversité. C'est de loin le financement le plus important jamais envisagé par un dirigeant océanien pour lutter contre les ravages causés par ces espèces. Le travail réalisé par les Palaos dans les domaines de la gestion des espèces envahissantes et de la biosécurité insulaire a été présenté aux dirigeants de la région Pacifique lors de la réunion du Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des îles du Pacifique, afin d'illustrer l'importance d'une riposte commune face à cette menace croissante pour les économies et l'environnement.



Photo : © Stuart Chape

## La Papouasie-Nouvelle-Guinée avance vers des prévisions météorologiques plus pointues

En 2014, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a déployé le système de prévision météorologique ultramoderne SmartMet. En préalable à l'installation du système, des représentants du Service météorologique national se sont joints à d'autres techniciens et prévisionnistes de la région pour s'initier à la logique de programmation utilisée pour concevoir l'outil SmartMet et, apprendre comment former d'autres agents à une bonne utilisation du système. Ce stage de formation financé par le projet FINPAC a été assuré par les spécialistes des technologies d'information et de communication du PROE.



Photo : E.Tagi/PROE

## Le Samoa lance la restauration forestière du site emblématique du Mont Vaea

Le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement samoan a lancé une formation afin d'appuyer des activités essentielles de restauration visant à améliorer la résilience des forêts pluviales endémiques face aux menaces des espèces envahissantes et du changement climatique. Les activités seront concentrées sur la réserve naturelle du Mont Vaea, renommée pour sa beauté, et ses chemins de randonnée. Cette réserve de 80 ha, jadis couverte de forêt ombrophile de basse altitude, est maintenant infestée de plantes adventices envahissantes. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'un projet de restauration forestière de grande ampleur conduit par le PROE dans le cadre du Projet océanien de prévention, de contrôle et de gestion des espèces allogènes envahissantes financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEP-PAS).



Photo : © Stuart Chape



Photo : © Stuart Chape

## Les Îles Salomon démontrent les avantages du modèle de partenariat intégré

Les Îles Salomon ont présenté les succès enregistrés par le Programme intégré de Choiseul sur le changement climatique (CHICCHAP) lors d'une manifestation tenue en marge de la 3e Conférence internationale sur les PÉID. Le programme CHICCHAP permet à des projets menés dans des secteurs différents de coordonner leurs efforts et veiller ainsi à procurer des avantages « de la montagne à la communauté, jusqu'au récif ». Le PROE est fier de participer au CHICCHAP grâce au Programme d'adaptation écosystémique au changement climatique financé par l'USAID, qui vise à accroître la résilience de la province de Choiseul au changement climatique et aux catastrophes naturelles.



Photo : © IMO

## Tokélaou soutient la réduction des émissions des transports maritimes internationaux

En 2014, Tokélaou a contribué de manière significative aux débats régionaux concernant la prévention de la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre des navires. Lors d'un atelier spécial consacré à l'annexe VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), les participants ont examiné des mesures visant à améliorer le rendement énergétique des navires et exploré des initiatives relatives à l'alimentation électrique à terre, et aux ports « verts ». L'atelier a été accueilli par le PROE en partenariat avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Direction australienne de la sécurité maritime (AMSA) avec le concours du ministère des Transports canadien.



Photo : Ofa Sefana

## Les Tonga exploitent l'énergie solaire pour apporter l'eau aux communautés éloignées

Treize villages éloignés du district de Ha'apai bénéficient désormais d'un meilleur accès à l'eau grâce à l'installation de pompes alimentées par l'énergie solaire. Selon les estimations, la consommation de fioul et d'électricité de ces 13 villages a diminué de plus de 50 % depuis la mise en service du système en décembre 2014. Ce projet a également permis de former 65 personnes à l'utilisation des pompes, et le Service géologique des Tonga assure la surveillance de la qualité de l'eau. Ce projet est financé par le Danemark par le biais du SIDS DOCK et conduit dans le cadre de la deuxième phase du Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP+).

## Tuvalu crée officiellement des aires de conservation pour protéger la biodiversité insulaire

En septembre 2014, Tuvalu a commencé à délimiter les aires de conservation existantes sur chacune des 9 îles de l'archipel. Une fois ces aires officiellement définies, leur gestion sera assurée en vertu d'accords de conservation. En créant ces aires de conservation, Tuvalu s'acquitte de ses obligations au titre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et aide protéger la biodiversité marine et terrestre pour les générations actuelles et futures. Cette activité appuyée par le ROE a été menée dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique (GEF-PAS) sur la biodiversité insulaire (IIB).



Photo : A.Carvan/PROE

## Le Vanuatu avance vers la gestion durable des huiles usagées

En 2014, une analyse coûts-avantages et un examen de la réglementation nationale ont permis de dégager des orientations pour la gestion des huiles de moteur et des fluides hydrauliques usagés. Ces travaux représentent une importante première étape de la mise en place d'un cadre national pour une meilleure gestion de ces déchets toxiques qui préconise le partage des responsabilités pour la collecte, le stockage et l'exportation ou la réutilisation des huiles usagées entre les parties prenantes concernées. La gestion durable des huiles et des fluides hydrauliques usagés bénéficiera à la santé de la population et de l'environnement de Vanuatu. Ces activités ont été menées avec le concours financier de l'AFD.



Photo : D.Haynes/PROE

## Wallis-et-Futuna lance la gestion stratégique des espèces envahissantes

En 2014, le Fonds Pacifique a financé l'élaboration de plans stratégiques de gestion de la biodiversité et des espèces envahissantes à Wallis-et-Futuna. Une mission d'évaluation conduite en 2014 a permis d'identifier les sites à préserver en priorité, notamment les zones humides, en vertu des cadres régionaux et internationaux. Un stage régional de formation sur l'inventaire des espèces envahissantes du CABI a également permis de renforcer les capacités des intervenants.



Photo : P.Skelton/PROE

# Pleins phares sur la conférence de l'ONU sur les PÉID

soutien au développement durable des petits États insulaires en développement

Accueillie par le Samoa du 1er au 4 septembre 2014, la 3e Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement a réuni les dirigeants des 52 petits États insulaires en développement des Caraïbes, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique. Sous le thème « Pour un développement durable des petits États insulaires en développement fondé sur des partenariats véritables et durables », les participants se sont penchés sur des solutions novatrices permettant pallier la vulnérabilité particulière de ces pays désireux d'accéder à un développement durable.





En 5 jours, près de 300 partenariats associant des gouvernements, des entreprises et des membres de la société civile du monde entier ont été enregistrés à l'appui du développement durable des PEID. Les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Samoa, la Voie à suivre) adoptées par les délégués à l'issue de la Conférence ont depuis été adoptées par l'assemblée générale des Nations Unies.

Le PROE a joué un rôle clé lors de cet événement historique, au cours duquel il a noué plus de 50 partenariats. La Conférence a donné d'importants résultats positifs dans les domaines des énergies renouvelables, du changement climatique, de la gestion des risques de catastrophe et de la gestion des déchets. C'est un grand succès, tant pour les 21 Membres océaniques que pour le Secrétariat du PROE.



## Le Samoa, île verte, propre et saine grâce à de meilleures pratiques de gestion des déchets

En prévision de l'arrivée des participants au Samoa, le PROE a initié de multiples activités pour gérer l'accroissement du volume de déchets attendu pendant la conférence, en profitant de l'occasion pour attirer l'attention sur la problématique des débris marins et démontrer l'efficacité de mesures de gestion des déchets.

Cette initiative a été mise en œuvre par le ministère samoan des Ressources naturelles et de l'Environnement grâce à un financement du PNUE.

La campagne a débuté par un audit déchets des 40 hôtels, d'autres structures d'hébergement et des points d'entrée qui seraient utilisés pendant la conférence. Les résultats de ces audits ont ensuite été examinés lors d'un atelier technique qui a servi à élaborer des procédures de gestion des déchets pour les infrastructures d'hébergement le centre de conférences.

Des pièges à débris ont également été placés temporairement aux embouchures des grands cours d'eau d'Apia pour bloquer l'accès de débris marins et autres déchets à la baie d'Apia. Les communautés riveraines ont participé au projet en s'occupant des pièges et en

ramassant les déchets dans les cours d'eau. Les deux pièges à débris, ainsi qu'un barrage de rétention des hydrocarbures, ont été prêtés par le gouvernement australien pour la durée de la conférence grâce à l'étroite relation qui le PROE à l'AMSA.

Une autre initiative très bien accueillie par la population proposait des ateliers de deux jours à plein temps sur la fabrication d'objets d'artisanat à partir de déchets. Cette activité consiste à transformer des déchets en objets attrayants très recherchés par les consommateurs. Dans d'autres pays insulaires, dont les Fidji, cette idée remporte un franc succès, car elle sensibilise la population à des pratiques de gestion environnementale des déchets, et la vente des objets génère en outre des revenus pour de nombreuses communautés.

Des membres d'associations telles le Comité des femmes de l'Église adventiste du septième jour de Fugalei, le Comité des femmes de Tuaeufu, l'Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est et *Women in Business Development Incorporated* ont ainsi appris comment transformer des déchets en sacs à main et autres articles de consommation.



Des agents du PROE se sont joints aux riverains pour nettoyer les rivières d'Apia avant la tenue de la Conférence sur les PÉID.  
Photo : C.Iacovino/PROE

Quatre jours seulement après la mise en place du piège à déchets dans la rivière Vaisano, à Apia, le PROE avait collecté 23 kg de matière plastique.  
Photo : A.Markic/PROE

Les participantes à l'atelier se sont initiées à l'art de la valorisation en utilisant des articles non désirés pour les transformer en objets commercialisables.  
Photo : A.Solofa/PROE



Le professeur Albert Binger, orateur invité et membre du SIDS DOCK, encourage les Petits États insulaires en développement à être les premiers à adopter les technologies d'exploitation des énergies renouvelables. Photo : A.Carvan/PROE

## Des partenariats de pointe pour une énergie durable

Les partenariats sur l'énergie durable des PÉID ont fait l'objet d'échanges lors d'une manifestation parallèle organisée le troisième jour de la Conférence par le PROE, le SIDS DOCK et le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (5C). Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Cap-Vert et le Samoa ont présenté des études de cas de partenariats sur l'énergie durable utilisant le cadre du mécanisme de coopération SIDS DOCK pour l'énergie durable.

Trois points spécifiques sont ressortis des échanges sur les succès enregistrés par les PÉID dans le domaine des énergies renouvelables. Premièrement, les participants ont reconnu

la valeur des partenariats qui tiennent compte des spécificités des PÉID. Deuxièmement, ils ont rappelé l'importance de la volonté politique et du leadership du pays bénéficiaire et, troisièmement, reconnu qu'un investissement dans les énergies renouvelables, même modeste, peut procurer des avantages pour un petit État insulaire.

Le PROE a été l'un des membres fondateurs de l'équipe qui a élaboré le concept du SIDS DOCK à partir de 2009. La signature du traité SIDS DOCK a marqué l'un des grands moments de la conférence, et plus de la moitié des membres de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) étaient présents pour signer ce traité historique.

« Une fois encore, le Pacifique insulaire montre au monde ce qu'il est possible de faire. Ce cadre régional est l'un des grands succès de la 9e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées tenue à Suva (Fidji) en décembre 2013. Autre grand succès, les chefs d'État et de gouvernement, les organisations chargées du développement et d'autres partenaires ont approuvé dix activités de haut niveau que j'invite vivement les États et territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre. »

– M. Tony de Brum,  
ministre des Affaires étrangères  
de la République des Îles Marshall.

Le Pacifique est la seule région au monde à avoir élaboré et adopté un cadre stratégique qui jette une passerelle entre les initiatives nationales et les instruments internationaux.





M. Bráulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, au lancement du *Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique 2014-2020*.

## L'Océanie ouvre la voie avec le Cadre régional pour la conservation de la nature

Le PROE et la Table ronde du Pacifique pour la conservation de la nature ont lancé une plate-forme de partenariat, le *Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique 2014-2020*, lors de la 3<sup>e</sup> Conférence sur les PÉID.

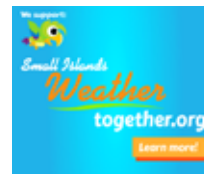
Ce cadre a été élaboré lors de la 9<sup>e</sup> Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, tenue en décembre 2013, à la suite de consultations élargies des Membres du PROE et de la Table ronde. Des organisations régionales et internationales, des partenaires du développement, des ONG et les participants à la conférence ont également contribué à l'élaboration du cadre.

Le document donne des orientations sur les priorités essentielles de la conservation de la biodiversité dans la région pour les six années à venir. Sa large portée intègre les priorités au plan local, national, régional et international pour permettre une coordination efficace et la mise en œuvre de mesures concrètes au niveau des pays.

Avec cette décision historique, l'Océanie est devenue la première région au monde à élaborer et à adopter un cadre stratégique qui jette une passerelle entre les initiatives nationales, comme les Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB), et les instruments internationaux comme les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité de la CDB.



## Weather Together, la météo en commun pour les petits pays insulaires



Dans le cadre des préparatifs de la Conférence de l'ONU sur les PÉID, le PROE s'est associé à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et à Digicel pour lancer une campagne mondiale en faveur de l'amélioration des services météorologiques et climatologiques dans les PÉID.

La campagne *Small Islands, Weather Together campaign* ([www.weathertogether.org](http://www.weathertogether.org)) montre comment les petits États insulaires peuvent collaborer afin d'améliorer leurs services météorologiques et climatologiques, qui revêtent pour eux une importance capitale.

Dans le cadre de cette campagne, un présentateur bien connu du service BBC World, M. David Eades, a animé deux manifestations spéciales lors de la Conférence de l'ONU sur les PÉID en présence de grands dirigeants, dont Son Excellence Anote Tong, Président de Kiribati, et M. Hans Brattskar, Secrétaire d'État norvégien. Les débats ont été filmés pour réaliser une émission télévisée de 23 minutes qu'on a pu voir dans toute l'Océanie grâce au réseau *Australia Plus* et à d'autres diffuseurs.

Cette campagne a fait usage d'une gamme d'approches de sensibilisation éprouvées, dont la création d'un site Internet et l'organisation d'un concours en ligne ouvert à tous les États et territoires insulaires océaniques.

En novembre, la campagne avait touché un public de plus de 100 millions de personnes dans 50 pays et incité les dirigeants politiques et les bailleurs de fonds à réfléchir ensemble à l'urgente nécessité d'investir dans les services météorologiques et climatologiques des petits États insulaires. La campagne a depuis été pressentie pour recevoir le Prix de l'Étoile Verte de la *Green Cross* en reconnaissance des efforts engagés pour renforcer les services météorologiques et climatologiques de tous les petits États insulaires.



David Eades, présentateur du service BBC World, a collaboré avec les organisateurs de la campagne *Small Islands Weather Together*, animant et filmant deux manifestations spéciales lors de la Conférence de l'ONU sur les PÉID. Photo : C.Iacovino/PROE

## Pleins phares sur les déplacements de population forcés par les catastrophes et les incidences du changement climatique

Pendant des siècles, les guerres, les familles et les persécutions ont forcé des populations à se déplacer, à l'intérieur de leurs frontières ou d'un pays à l'autre. Généralement, les personnes déplacées dans leur propre pays sont protégées par les législations nationales, le droit international relatif aux droits de l'homme, les Principes directeurs de l'ONU relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, et d'autres instruments régionaux.

Le droit est malheureusement gravement défaillant au regard des personnes forcées de quitter

leur pays par des phénomènes climatiques extrêmes, l'élévation du niveau de la mer ou la sécheresse.

Des représentants du PROE se sont joints à des parties prenantes du monde entier pour débattre de la question des déplacements de population et du climat lors d'une manifestation parallèle à la 3e Conférence de l'ONU sur les PÉID sur le thème « Prévention, préparation et riposte : le déplacement dans le contexte des catastrophes et des incidences du changement climatique ».

Ce débat était organisé par l'Initiative Nansen, un processus consultatif dirigé par les États qui vise à parvenir à un consensus sur la meilleure manière de protéger les personnes qui doivent s'expatrier à la suite de catastrophes naturelles à cause du changement climatique.

Cette problématique est particulièrement préoccupante pour les petits États insulaires, qui sont les premiers concernés par le changement climatique. Ces atolls de faible élévation, dont Kiribati, Tuvalu, la République des Îles Marshall et les Maldives, font déjà face à la perspective très réelle de voir leurs populations devenir les premières à quitter leur pays en raison des incidences du changement climatique.

Le PROE et l'Initiative Nansen travaillent ensemble à l'élaboration de plans de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique. Dans le cadre de ce partenariat, le Conseil norvégien pour les réfugiés a spécialement détaché auprès du PROE un agent qui travaillera avec les États et territoires insulaires océaniques sur la problématique de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique.



La problématique du déplacement des populations est particulièrement préoccupante pour les petits États insulaires en première ligne du changement climatique.

## Pleins phares sur l'acidification des océans

La nécessité pour les petits États insulaires en développement de réhabiliter, de protéger et de préserver leurs milieux marins menacés a été examinée lors d'une manifestation parallèle sous le thème « L'acidification des océans : le point sur les connaissances scientifiques à l'intention des Petits États insulaires en développement ».

L'acidification des océans est en passe de devenir un problème environnemental et économique pressant dans de nombreuses régions du monde. L'absorption progressive du dioxyde de carbone atmosphérique par les océans de la planète fait baisser leur pH et cause leur acidification. Depuis la Révolution industrielle, les océans de la planète ont absorbé 40 % des émissions de dioxyde de carbone d'origine anthropique, subissant



ainsi une augmentation d'acidité de 30 %. S'ils se poursuivent au même rythme, ces changements de l'équilibre chimique des eaux océaniques et côtières pourraient avoir des effets catastrophiques pour les espèces marines.

L'atelier, qui a duré deux jours, qui a été organisé à bord du navire de croisière *Pacific Jewel* par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis d'Amérique en partenariat avec

Des experts internationaux de l'acidification des océans ont élaboré une importante Déclaration sur l'acidification des océans qu'ils ont présentée aux délégués assistant à la Conférence sur les PÉID. Photo : E. Armitage/Ambassade des États-Unis d'Amérique en Nouvelle-Zélande.

le PROE, réunissait des experts internationaux de l'acidification des océans qui ont élaboré une *Déclaration sur l'acidification des océans* soumise ultérieurement à la Conférence sur les PÉID.



## Tout le monde sur le pont pour la conférence sur les PÉID

L'ensemble du personnel du PROE a apporté une contribution fantastique au succès de la Conférence de l'ONU les PÉID. Au total, 78 membres de notre équipe ont assisté à la conférence, cependant que beaucoup d'autres faisaient un travail essentiel en coulisse pour veiller au bon déroulement des manifestations parallèles sur les lieux de la conférence et au siège du PROE, à Apia.

Pendant la conférence, le PROE a organisé 15 manifestations en marge, 8 manifestations parallèles, et 25 réunions bilatérales de haut niveau, 5 lancements et la signature de 5 conventions. Notre siège d'Apia était magnifique, grâce au travail acharné de nos jardiniers, qui avaient préparé l'événement en embellissant nos jardins et en aménageant un nouveau parking à l'arrière de notre terrain.

Nos agents se sont mobilisés pour veiller à ce que le siège du PROE en plénière et notre stand de l'exposition ne soient jamais vides pendant les 4 jours de conférence.  
Photo : A.Carvan/PROE



Spécialement conçu pour le pavillon de l'exposition, le stand du PROE a contribué à rehausser le profil de notre action auprès des délégués.  
Photo : A.Carvan/PROE



Grâce à l'hospitalité et à l'enthousiasme de la population du Samoa, les délégués à la Conférence se sont sentis comme chez eux.  
Photo : M.Bradley/PROE



En préparation à la conférence, le PROE a travaillé avec PACNEWS, la PINA, PACMAS et *Islands Business*, dispensant des cours de formation sur les problématiques des PÉID à l'intention des journalistes. Lors de la conférence, le PROE a coordonné une équipe de 20 journalistes qui ont publié plus de 20 articles. Photo : N.Woonton/PROE

# Biodiversité et gestion écosystémique



L'Océanie est l'un des ensembles écosystémiques les plus riches de la planète, avec des habitats terrestres et marins allant des forêts de montagne aux îles volcaniques, en passant par des atolls coralliens de faible élévation et par un immense océan. Les espèces animales et végétales qui peuplent notre région y sont souvent endémiques. Un grand nombre d'entre elles se sont adaptées à des habitats spécialisés, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux menaces et pressions directes ou indirectes liées à l'activité humaine.



Qui plus est, la conservation de la biodiversité océanique ne revêt pas seulement une dimension économique et écologique, car elle a également des ramifications sociales, politiques et culturelles. La survie des Océaniens dépend des écosystèmes naturels et de leurs ressources. Ces écosystèmes naturels, qui produisent des denrées alimentaires, des vêtements, des outils, des médicaments et d'autres produits, sont également au cœur des cultures, des mythes et des légendes de l'Océanie.

## Aux Tonga, une évaluation rapide de la biodiversité révèle des faits nouveaux

En février 2014, une équipe d'experts locaux et internationaux a effectué une évaluation rapide de la biodiversité (BIORAP) de l'archipel des Vava'u aux Tonga. Cette évaluation a produit de nouvelles données sur l'état des écosystèmes marins et terrestres qui seront exploitées par les gestionnaires de la conservation.

Première bonne nouvelle, l'évaluation a permis de confirmer l'expansion de l'aire de répartition d'une espèce peu farouche, la Gallicolombe de Stair, aux Tonga. Les spécialistes ont en effet observé cette espèce menacée à l'échelle mondiale sur une aire plus étendue qu'auparavant.

Autre signe encourageant, la découverte d'une nouvelle espèce d'iguane ressemblant à l'iguane fidjien *Brachylofus fasciatus*. Avant l'évaluation, les iguanes vivaient encore dans la zone selon une rumeur non confirmée. Grâce à un signalement de membres de la communauté locale, les chercheurs ont réussi à trouver un iguane et à prélever des échantillons d'ADN aux fins d'analyse.

Les spécialistes du milieu marin ont par ailleurs découvert 75 espèces de corail jamais signalées dans la zone auparavant, dont 3 potentiellement nouvelles. Ils ont également constaté l'expansion des aires de répartition des poissons de récif.

Nouvelle moins encourageante, les spécialistes n'ont trouvé que des

petites populations d'espèces de valeur commerciale, dont les holothuries et les palourdes, alors que la biomasse d'importants groupes de poissons dont les mérours, les vivaneaux, les empereurs et les carangues était faible. Les récifs portaient des traces de blanchiment causé par des températures de l'eau anormalement élevées. Ce phénomène a des conséquences à long terme pour les coraux et les communautés récifales.

L'évaluation BIORAP a été suivie par une évaluation des services écosystémiques financée par le PROE avec le concours de l'UICN. L'archipel des Vava'u est ainsi devenu l'un des premiers sites de l'Océanie pour lesquels des données relatives à la biodiversité et aux écosystèmes ont été corrélées avec une évaluation des services écosystémiques. La mission BIORAP a été coorganisée par le PROE et par le ministère des Ressources foncières, de l'Environnement, du Changement climatique et des Ressources naturelles des Tonga, avec la collaboration d'organisations partenaires, dont la Waitt Foundation et l'Association pour la protection de l'environnement de Vava'u (VEPA).

Cette activité a été menée dans le cadre du Projet intégré sur la biodiversité insulaire financé par le PNUE et le FEM.



L'évaluation BIORAP a confirmé la présence des iguanes dans l'archipel  
Photo : © Stuart Chape



L'archipel des Vava'u est le plus septentrional des trois principaux archipels des Tonga.  
Photo : © Stuart Chape

Le relevé marin a permis d'identifier une espèce rare de corail, l'*Echinomorpha nishihirai*. Photo : D.Fenner

## La bourse Lui Bell commémore un ardent défenseur des espèces marines

Suite au décès prématuré, en 2012, de M. Lui Bell, à l'époque Conseiller sur les espèces marines du PROE, l'Organisation a créé un fonds destiné à financer l'octroi de bourses en l'honneur de sa mémoire.

Ce fonds permet d'octroyer une bourse d'études, d'un montant de 20 000 USD à un jeune Océanien pour financer des études universitaires supérieures contribuant à la conservation des espèces menacées et migratrices du Pacifique insulaire, qui furent la grande passion de Lui Bell.

Un appel à candidatures pour la bourse Lui Bell d'enseignement universitaire supérieur pour la conservation des espèces marines a été lancé pour la première fois en 2014. Un panel d'évaluation constitué de membres de la division Biodiversité et gestion écosystémique et de M. George Balazs, spécialiste des tortues au Service national des pêches maritimes américain de Honolulu, qui fut le collègue de Lui pendant de nombreuses années.

En septembre, la bourse a été octroyée à Mme Saras Sharma,

diplômée de l'Université du Pacifique Sud (USP), actuellement en poste au ministère fidjien des Pêches. Grâce à cette bourse, Mme Sharma va préparer un Master en affaires maritimes, et se spécialiser dans l'étude des comportements migratoires des baleines à bosse dans les eaux fidjiennes.

Mme Sharma est d'autant plus heureuse de recevoir cette bourse qu'elle a elle-même participé à diverses activités aux côtés de Lui.

Outre les cours et les travaux dirigés, elle mènera également des recherches sur les dauphins et les tortues dans les eaux fidjiennes. Cette expérience lui apportera des compétences qui lui serviront dans son rôle de correspondante de la CMS pour les Parties océaniques à la convention.

---

« Je suis enchantée, mais quand même un peu triste, car c'est Lui qui m'a enseigné une partie de ce qui est aujourd'hui mon travail. Je suis très reconnaissante au PROE et à sa famille. J'aurais tant aimé que Lui puisse voir ce que j'ai accompli grâce à ce qu'il m'a appris. »

– Mme Saras Sharma, première lauréate de la bourse Lui Bell d'enseignement universitaire supérieur pour la conservation des espèces marines

---



Mme Saras Sharma (devant, à droite) et M. Lui Bell (en chemise rouge) ont travaillé ensemble et partageaient un même engagement envers la conservation des espèces marines.



## Une année faste pour notre vaste océan

Les Membres du PROE sont peut-être généralement considérés comme des petits pays par leur population, leur superficie terrestre et leur économie. Ce sont néanmoins de grands États océaniques, avec plus de 28 millions de km<sup>2</sup> sous leur juridiction. Notre région se situe à l'avant-garde mondiale de la conservation des océans et son engagement s'est encore renforcé au cours des 12 derniers mois pour atteindre un niveau sans précédent.

L'un des principaux facteurs qui ont contribué à ces progrès est la création de très grandes aires marines protégées (AMP) qui vont permettre de mieux protéger de vastes zones de l'océan et les ressources qu'elles abritent de l'exploitation.

En Océanie, 2014 a été une très grande année pour les AMP. M. Tommy Remengesau Junior, Président des Palaos, a créé l'un des événements marquants de l'année avec l'annonce sensationnelle de l'intention d'interdire l'accès à la majeure partie de la ZEE palauane aux navires de pêche étrangers en créant le sanctuaire marin des Palaos.

Une autre étape importante a été franchie par Kiribati, qui a décidé



Le requin-baleine (*Rhincodon typus*) est le plus gros poisson de notre planète. Les taches de la peau de chaque individu seraient uniques, comme les empreintes digitales de l'être humain. Photo : © Lill Haugen

d'interdire toute activité de pêche commerciale dans l'aire protégée des îles Phoenix, une décision qui représente une formidable victoire pour nos espèces marines.

Un troisième événement a été l'annonce, en avril, de la création d'une nouvelle AMP d'importance internationale par la Nouvelle-Calédonie. Baptisée Parc naturel de la mer de Corail, cette AMP englobe la totalité de la ZEE de la Nouvelle-Calédonie ainsi que les eaux territoriales et les îles placées sous sa juridiction. Au total, ce parc naturel protège près de 1,3 million de km<sup>2</sup>.

Gérer durablement une AMP de cette envergure n'est pas mince

affaire. Par le biais de l'initiative Paysages océaniques, le PROE a facilité la coopération technique entre l'AMP de Nouvelle-Calédonie et le parc marin des Îles Cook méridionales dont la superficie est comparable, et un accord de jumelage permettra aux 2 pays de procéder à des échanges techniques et mener des activités de renforcement des capacités.

Le PROE est plus actif dans le domaine de la conservation des océans qu'il ne l'a jamais été. En 2014, nous avons renouvelé notre engagement envers la conservation des requins et renforcé notre capacité d'investigation et de lutte contre la problématique des débris marins, y compris les engins de pêche abandonnés ou perdus en mer. Nous avons en outre créé une « Equipe bleue » inter-divisions au sein de l'Organisation afin de traiter les problématiques transversales, notamment les moyens d'améliorer la surveillance du milieu marin et la gestion des zones côtières.

Une approche globale de la gestion durable des océans est avantageuse pour notre région et pour l'humanité tout entière, car elle permet de préserver et de conserver ces écosystèmes uniques et leurs ressources biologiques pour les générations futures.

Recouvrant près d'un tiers de la planète, le Pacifique est le plus vaste océan du monde. Photo : © Stuart Chape





Les villageois de Talihau, à Vava'u, supervisent l'entretien de leur plage avec l'assistance du ministère de l'Environnement des Tonga et de l'Association pour la protection de l'environnement de Vava'u (VEPA).  
Photo : P.Anderson/PROE

## Des techniques peu onéreuses et réalisables pour renforcer le littoral des îles du Pacifique

Une palette de techniques de renforcement et de réhabilitation des plages de l'Océanie a été mise à l'essai aux Tonga, à Kiribati et au Samoa.

Cette approche de la lutte contre l'érosion du littoral a été élaborée au cours des 2 dernières années dans le cadre du projet d'adaptation écosystémique conduit par le PROE et financé par l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) de l'Australie.

Les principes et les interventions pratiques de réhabilitation élaborés au cours de 2 dernières années et testés au Samoa, à Vanuatu et à Kiribati, visent à contenir et à enrayer, dans la mesure du possible, l'érosion de plages affectées de la région et à mettre en place des stratégies permettant de rétablir l'intégrité des plages. Ce type de

réhabilitation peut renforcer la résistance du littoral aux impacts liés à l'élévation du niveau de la mer.

Point crucial, ces techniques sont conçues pour être peu coûteuses, réalisables et faciles à gérer par les communautés locales à court et à long terme.

L'érosion côtière est, certes, un grave problème pour tous les pays de la région, mais de nombreuses interventions, dont nombre peuvent être mis en œuvre rapidement, peuvent limiter les impacts de l'être humain et des animaux. Ces interventions peuvent consister à installer des clôtures pour protéger la végétation du bord de plage contre les incursions du bétail, mettre en place des systèmes empêchant les bateaux de mouiller dans les zones de plage dégradées et parler aux communautés des impacts néfastes de l'extraction des sables.

La revégétalisation du littoral et la fabrication de paillassons à partir de broussailles aident également à augmenter le volume de sable sur la plage. Ces mesures peuvent aider à favoriser le rétablissement des écosystèmes côtiers, tout en accroissant leur résistance au changement climatique et leur capacité à rebondir à la suite de phénomènes météorologiques violents et de catastrophes naturelles.

« Pouvoir protéger nos plages de cette manière, c'est comme un rêve devenu réalité. Nous sommes vraiment heureux de faire ce travail, car nous savons que c'est pour le bien de notre communauté et de nos petits-enfants de demain. Nous allons travailler ensemble et nous aider les uns les autres pour replanter des arbres, remplacer la clôture si elle est cassée, et aider à conserver ces zones en les protégeant des dégâts que causent les animaux et les visiteurs. »

– Mme 'Ana Finau, village de Talihau, Tonga



Planter de nouveaux végétaux et les protéger des perturbations peuvent aider à réhabiliter une plage atteinte par l'érosion.  
Photo : P.Anderson/PROE

## Voyage Mua : les pirogues délivrent un message sur le renforcement de la résilience insulaire par des solutions naturelles

De nombreuses activités ont célébré l'Année des solutions naturelles du PROE afin d'attirer l'attention sur le rôle important que jouent les écosystèmes dans le renforcement de la résilience insulaire. Cette thématique est particulièrement pertinente dans le Pacifique, étant donné la vulnérabilité de nos îles aux impacts du changement climatique et des phénomènes météorologiques violents.

La campagne Mua devait également sensibiliser au rôle important que peut jouer le savoir traditionnel dans les activités de conservation actuelles, ainsi qu'à la relation qui lie les Océaniens au milieu naturel.

En 2014, cette campagne a été notamment marquée par le voyage de 4 grandes pirogues traditionnelles parties des Îles Cook, des Fidji, de Nouvelle-Zélande et du Samoa pour rallier



Des grandes pirogues ont traversé le Pacifique pour rallier Darling Harbour, à Sydney pour mettre en exergue l'importance d'une gestion responsable de l'environnement.

Photo : © Stuart Chape

Sydney (Australie) et y porter un appel à l'unité et à l'harmonie au Congrès mondial des parcs.

Le PROE était l'un des partenaires du Voyage Mua, qui a été coordonné par le bureau régional océanien de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Des solutions naturelles pour améliorer la résilience des îles du Pacifique ont été présentées lors du Congrès mondial des parcs au cours de débats sur l'adaptation écosystémique, le rôle que peut jouer la mangrove en accroissant la résilience face aux phénomènes météorologiques violents comme les cyclones a notamment été évoqué.

## Réunion préparatoire historique sur les AME portant sur la biodiversité

Un engagement commun envers la conservation de l'environnement de l'Océanie a réuni les délégués assistant à une première réunion historique des Parties océaniques aux 3 grands accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

La Réunion préparatoire conjointe des pays océaniques a rassemblé les Parties océaniques à la CDB, à la CMS, à la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages

menacées d'extinction (CITES) et à la Convention de Ramsar sur les zones humides à Nadi (Fidji).

Les participants à cette réunion, symbole d'un nouvel élan d'harmonisation des efforts consentis par les pays de la région pour respecter leurs obligations au titre de ces conventions internationales, se sont penchés sur la coordination et sur les exigences administratives imposées aux pays.

C'était la première fois que les délégués chargés de la mise en œuvre des obligations de leurs pays avaient l'occasion de mettre en commun leurs expériences et leurs aspirations, et de s'engager ensemble

à promouvoir une vision commune d'un « Voyage océanique » lors de leurs Conférences des Parties respectives.

Les États et territoires représentés étaient, entre autres, les suivants : Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokélaou, Tuvalu et Vanuatu. Parmi les partenaires et parties prenantes clé représentés, on citera le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), WWF Pacific, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des représentants de la CDB, de la CMS, de la CITES et de la Convention de Ramsar sur les zones humides.

Les délégués à la réunion des Parties océaniques aux accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Photo : PROE



## Protéger les tortues et responsabiliser les communautés : un pari gagnant-gagnant

En 2014, le PROE a dispensé des formations au suivi communautaire des tortues dans des villages de Kiribati et des Îles Salomon. Ces formations font partie du Projet de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme financé par l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale et géré par le ministère de la Conservation néo-zélandais, en partenariat avec le PROE.

Le projet a pour objectif d'impliquer les communautés locales dans la conservation de l'environnement et la gestion durable des tortues marines.

Les initiatives telles que la formation au suivi communautaire des tortues donnent à des membres des communautés locales et à des représentants d'organisations environnementales l'occasion d'acquérir des connaissances sur les populations de tortues menacées, et

d'apprendre comment leurs communautés peuvent bénéficier des activités d'écotourisme liées aux tortues.

Lors des séances de formation, les participants reçoivent des informations utiles sur les tortues, leur cycle biologique et leurs habitudes migratoires, et apprennent à les identifier. Le programme inclut également des informations importantes sur les menaces qui pèsent sur les populations de tortues du

Pacifique, dont l'exploitation non durable pour l'alimentation, le ramassage des œufs, la destruction des nids par des animaux, les prises accidentelles de la pêche commerciale, la dégradation des habitats, la pollution, les débris marins, les collisions avec les navires et le réchauffement planétaire, qui peut avoir une incidence sur le rapport mâles/femelles, et la perte de plages de nidification résultant de l'élévation du niveau de la mer.

---

« J'ai acquis de nouvelles compétences sur le suivi des tortues, et celles-ci me seront très utiles pour mon travail au Service des pêches. Quand je rentrerai dans mon village de Marau, je compte constituer un comité qui pour assurer l'exécution du projet de suivi des tortues et mener des actions d'éducation et de sensibilisation sur ces animaux. »

– M. Patrick Haukare, Marau Conservation Association.

---



Aux Îles Salomon, des participants au stage de formation au suivi communautaire des tortues utilisent des balles de ping-pong pour s'entraîner à déplacer les œufs de tortue vers un site moins exposé. Photo : C.Siota/PROE



## Espèces envahissantes : nous sommes tous concernés

La grave menace de la prolifération des espèces envahissantes continue de peser sur le fragile environnement des pays insulaires dans toute la région. À notre époque, les voyages internationaux fréquents et le transport de marchandises tous azimuts favorisent le déplacement des espèces animales et végétales envahissantes, qui peuvent se propager et le font très rapidement. Pour se prémunir de tout impact adverse, il est donc important de se tenir à jour et de connaître les espèces envahissantes présentes dans chaque pays et sur le territoire de ses partenaires commerciaux.

En 2014, des études documentaires sur les espèces allogènes envahissantes ont été réalisées pour les Îles Cook, Nioué, Kiribati et Vanuatu, s'ajoutant aux études réalisées pour les Tonga.

Conduites en partenariat avec le Groupe d'experts sur les espèces envahissantes, ces études compilent toutes les informations disponibles sur les espèces envahissantes et introduites dans un territoire, dont des données sur les aires protégées et les voies d'invasion. Ces informations ne permettent pas seulement de dresser un bilan clair de la situation. Elles sont également prises en compte lors des discussions menées avec les autorités et les parties prenantes de la région collaborant à l'élaboration de stratégies et plans d'action nationaux sur les espèces envahissantes.

Les Palaos, les Tonga, Nioué et Vanuatu se sont déjà dotés de ces

L'étude documentaire sur les espèces allogènes envahissantes réalisée aux Tonga a permis de localiser une plante endémique rare, le *Casearia buelowii* sur le Mont Talau. Les parties prenantes collaborant à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action nationaux sur les espèces envahissantes des Tonga ont considéré que la protection de cette plante était hautement prioritaire. Photo : D.Moverley/PROE

instruments, qui figurent parmi les priorités du Plan stratégique du PROE. L'année prochaine, les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, la République des Îles Marshall, et Wallis-et-Futuna auront achevé l'élaboration de leurs plans. D'ici la fin de 2015, la cible de 5 nouveaux Membres dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes aura donc doublé.

Les études documentaires et l'élaboration des stratégies et plans d'action nationaux sur les espèces envahissantes relèvent du Projet océanien de prévention, de contrôle et de gestion des espèces allogènes envahissantes GEF-PAS mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE.

Très rares, les derniers spécimens de *Casearia buelowii* sont maintenant protégés contre les cochons par une barrière. Le site est cogéré par les pouvoirs publics et la communauté locale du Mont Talau. Photo : D.Moverley/PROE



# Changement climatique

Les cultures, l'environnement et la subsistance des Océaniens sont menacés par les incidences du changement climatique et des catastrophes naturelles. Le changement climatique n'est plus une menace du futur. Ses impacts sont déjà évidents sur tous les continents et dans tous les océans de la planète.



Le Pacifique est l'une des régions du monde les plus vulnérables au changement climatique et aux catastrophes naturelles qui y sont associées. C'est pourquoi il est important d'intensifier les activités de sensibilisation, de mieux comprendre les impacts sur les communautés et leurs moyens de subsistance, et de privilégier les activités de renforcement de la résilience face à l'évolution des phénomènes météorologiques violents et du climat.

Le PROE est l'organisation-chef de file en matière de changement climatique en Océanie. L'un de nos objectifs stratégiques est renforcer la capacité de riposte de nos Membres au changement climatique. Les mesures suivantes sont mises en œuvre pour atteindre cet objectif : améliorer les politiques ; mettre en œuvre des mesures pratiques d'adaptation ; renforcer la gestion des informations et des connaissances météorologiques et climatologiques ; renforcer la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique, et exécuter des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

## Pour un Pacifique à l'épreuve du climat et des catastrophes naturelles

L'Océanie est sur le point de devenir la première région du monde à pleinement intégrer la gestion des risques de catastrophe et le changement climatique en adoptant une stratégie régionale, globale et unique, qui vise un développement résilient.

La Stratégie océanienne pour un développement à l'épreuve des catastrophes naturelles et du climat (SRDP) remplacera bientôt le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques et le Cadre d'action océanien en vue de la réduction des risques liés aux catastrophes et de la gestion des catastrophes, dont le terme s'achèvera en 2015.

Le principal objectif de la nouvelle stratégie consiste à renforcer la résilience des communautés océaniques face aux impacts du changement climatique en

élaborant des moyens plus efficaces et mieux intégrés de gérer les risques liés au climat et aux catastrophes dans le contexte d'un développement durable. Élaborée à l'issue de consultations élargies échelonnées sur deux ans, elle servira de référence aux pays de la région engagés dans cette démarche. Le PROE joué un rôle de conseiller technique à l'appui de ce travail, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes Secrétariat du Forum, le PNUD et l'USP.

Le processus d'élaboration de la stratégie a été supervisé par un Comité de pilotage composé de représentants des gouvernements et administrations océaniques, de la société civile et du secteur privé, et sa mise en œuvre sera guidée par

un groupe régional de coordination appelé Partenariat océanien sur la résilience.

Le succès de cette mise en œuvre passera par une mobilisation effective de moyens humains et financiers, une communication et du travail de sensibilisation de qualité, des partenariats et une coordination régionale au service du renforcement de la résilience face au changement climatique et aux catastrophes afin d'assurer la protection des populations océaniques, de leur environnement et de leurs moyens de subsistance.

La stratégie devrait être définitivement approuvée en septembre 2015 lorsqu'elle sera présentée aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des îles du Pacifique



Plus résistant et mieux protégé, le nouveau port de l'île de Mangaia, aux Îles Cook, est conçu pour résister aux menaces actuelles et futures liées au climat. Photo : PACC/PROE

## Six ans de PACC : bilan et conclusions

Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) arrivera à son terme en juin 2015, après six années fructueuses en première ligne de l'adaptation au changement climatique en Océanie.

Avec des centaines d'activités conduites dans 14 États insulaires océaniques, le PACC aura été l'une des plus grandes initiatives d'adaptation au changement climatique mises en œuvre dans la région. Toutes les mesures d'adaptation conduites sur le terrain dans le cadre du projet visaient l'un de trois secteurs sensibles au climat : la sécurité alimentaire, les ressources hydriques, et la gestion des zones côtières.

En matière de gestion de la ressource hydrique, l'installation réussie d'une citerne d'eau d'une capacité de 700 m<sup>3</sup> dans le village de Lofeagai, à Tuvalu, restera l'une des actions phares du projet. Grâce à cette citerne, 92 ménages disposent dorénavant d'une capacité de stockage suffisante pour faire face à une longue période de sécheresse.

En matière de sécurité alimentaire, le projet a enregistré une victoire très encourageante dans une île périphérique des Îles Salomon. Dans le village de Sikaiana, le PACC a introduit des systèmes de

permaculture à haut rendement, mais exigeants peu d'entretien, et formé 30 femmes et 6 jeunes à des méthodes de culture simples et adaptées à l'agriculture à petite échelle dans les atolls. L'introduction du séchage des denrées alimentaires au soleil a complété cette activité, et les villageois peuvent maintenant stocker leur production excédentaire en toute sécurité en prévision d'une éventuelle pénurie.

Dans le domaine de la gestion des zones côtières, un nouveau port à l'épreuve du changement climatique a été créé sur l'île de Mangaia, aux Îles Cook. Les 570 résidents de Mangaia avaient assisté à la destruction de leur port par des cyclones tropicaux en 2005. Le projet PACC a permis d'intégrer les

menaces actuelles et futures liées au changement climatique dans la conception du nouveau port, plus robuste et mieux protégé. Ce port permet en outre à une autre compagnie maritime de desservir Mangaia, ce qui améliore nettement l'approvisionnement en denrées alimentaires de base, dont la farine, le sucre et le riz.

Ces 3 exemples montrent à quel point le projet a exercé une influence positive sur la vie d'un très grand nombre d'Océanien en facilitant la conduite d'activités à l'échelon local et communautaire tout en tenant cependant compte du contexte mondial.

Grâce à ses excellents résultats et à un fort niveau d'engagement, le projet PACC a ouvert la voie à d'autres initiatives qui renforceront la résilience et la sécurité des pays insulaires, et réduiront leur vulnérabilité.

Le Projet PACC est financé par le FEM et par l'Australie, avec le concours du Projet de renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques (C3D+) de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Le PROE est le partenaire d'exécution du projet, et le PNUD l'agence d'exécution

---

« L'eau, c'est la vie.

Les villageois de Lofeagai ont maintenant accès à cette nouvelle ressource qui leur sera bien utile. C'est une bonne chose parce que l'eau, c'est la vie. Nous en avons besoin pour tout ce que nous faisons. »

---



# Améliorer les services météorologiques pour renforcer la résilience des communautés face au changement climatique et aux catastrophes naturelles

Comme jamais auparavant, l'évolution des régimes météorologiques résultant de variations du climat et des conditions météorologiques affectent les communautés vulnérables de l'Océanie, et ce phénomène doit s'aggraver sous l'influence du changement climatique. Nos pays insulaires doivent déjà faire face à la fréquence et à l'intensité croissantes de phénomènes météorologiques et climatiques violents, dont de longues périodes de sécheresse et des tempêtes tropicales plus violentes. L'évolution de ces régimes météorologiques perturbe également les savoirs traditionnels et les activités de subsistance telles que l'agriculture artisanale et la pêche.

Le projet quadriennal Finlande-Océanie (FINPAC) s'attaque à ce problème en fournissant un appui technique aux services météorologiques nationaux et en renforçant leurs capacités à produire des bulletins météorologiques et des alertes précoces plus précis. Ceci permettra aux communautés de mieux se préparer aux phénomènes météorologiques et climatiques violents. Le projet s'attache également à sensibiliser la population aux informations météorologiques et à rendre celles-ci plus accessibles pour que les communautés soient mieux informées, et plus aptes à résister au climat.

Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, le projet aide les Services météorologiques nationaux des pays océaniques à mieux répondre aux besoins des communautés en services météorologiques et climatiques. En 2014, le projet FINPAC a mené des consultations avec des communautés des Îles Cook, de Tuvalu et des Tonga afin de déterminer les meilleurs moyens de diffuser les informations météorologiques et climatiques aux communautés locales. Ces consultations ont donné de bons



résultats, aboutissant à des conclusions qui ont été prises en compte lors de l'élaboration des plans nationaux de résilience au climat et aux catastrophes (BCDRP).

Le projet a installé le système de prévision météorologique SmartMet aux Fidji, aux Tonga et en Papouasie-Nouvelle-Guinée avec succès. Cet outil convivial permet aux utilisateurs d'obtenir les informations météorologiques les plus récentes pour un lieu donné et renforce la capacité des Services météorologiques nationaux à émettre des alertes précoces précises en temps voulu.

Cette année, le FINPAC a également formé les agents des 14 États insulaires océaniques bénéficiaires du projet à la localisation des impacts de la foudre. C'est la première fois que cette formation à l'exploitation des données relatives à la foudre pour la prévision des phénomènes météorologiques violents était dispensée dans notre région.

En seulement un an et demi, le rôle du FINPAC a été totalement accepté dans la région, et le projet a recueilli des appréciations très favorables, tant de la part des Services météorologiques nationaux

Le système intégré de prévision météorologique SmartMet a été installé au Service météorologique des Tonga par le projet FINPAC. Sur cette photo, le prévisionniste principal explique le fonctionnement du système.

Photo : S.Nihmei/PROE

que des communautés locales. À l'avenir, l'aggravation attendue des impacts du changement climatique nous obligera à nous fier de plus en plus aux prévisions météorologiques, et le travail fondamental accompli par le projet n'en deviendra que plus précieux.

Le projet FINPAC est financé par gouvernement finlandais et coordonné par le PROE de concert avec divers partenaires, dont l'Institut météorologique finlandais, l'OMM, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Programme de soutien climat et océans du Bureau australien de météorologie, la CPS et l'USP.



Des étudiants de Vanuatu apprennent à se servir d'un pluviomètre. Photo : S.Nihmei/PROE

# Amplifier la voix de l'Océanie lors des négociations internationales sur le changement climatique

Un nouvel accord international sur le changement climatique doit être signé lors de la 21e Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en décembre 2015.

La survie et la viabilité à long terme des peuples océaniques sont en jeu, et les pays insulaires du Pacifique doivent, plus que jamais, s'exprimer fortement, sans ambiguïté et de manière convaincante pour que leurs voix individuelles et collectives soient entendues.

Tout au long de 2014, le PROE travaillé avec des partenaires très divers pour fournir un soutien sans faille aux négociateurs océaniques « en route pour Paris ».

Outre l'appui fourni lors des grandes réunions liées à la CCNUCC, les agents du PROE ont travaillé avec des ministres et d'autres représentants officiels de 14 États insulaires océaniques pour les préparer à ces négociations capitales.

Une réunion préparatoire du Mécanisme de soutien de haut niveau (HLSM) organisée en octobre aux Îles Marshall visait spécifiquement à améliorer la probabilité de prise en compte des préoccupations et des priorités de l'Océanie dans le document qui serait adopté à l'issue de la 20e COP à la CCNUCC à Lima, et finalement par la COP 21 à Paris.

Dispensé par le PROE et Climate Analytics avec l'appui technique des 5C, du Secrétariat du Forum et du Fonds vert pour le climat, ce programme de formation de 4 jours a été particulièrement apprécié par tous les participants. Ces derniers ont compris combien il était important pour les représentants



La participation des représentants océaniques a été très remarquable lors de la 20e COP à la CCNUCC tenue à Lima (Pérou). Photo : N.Woonton/PROE

des pays insulaires océaniques de se réunir avant les grandes réunions internationales afin de veiller à ce que chacun soit bien préparé et que tous soient sur la même longueur d'onde.

Lors de la 20e COP 20 de Lima, le PROE a animé un atelier à l'intention des délégations des États insulaires océaniques pour faire le point sur les négociations et leur donner l'occasion de coordonner leurs positions avant l'ouverture de la conférence. L'atelier a été organisé grâce à la généreuse assistance de Climate Analytics et aux compétences techniques d'Independent Diplomat.

Lors des négociations, les délégations océaniques ont fait corps et travaillé très efficacement. Parmi les résultats notables de la COP 20, on citera l'adoption de l'Appel de Lima pour l'Action climatique et d'un programme de

travail de deux ans, le Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et les dommages.

Le travail se poursuivra en 2015 pour finaliser un projet d'accord qui sera proposé à l'adoption à Paris. Pour l'Océanie, l'accord devra être suffisamment ambitieux pour garantir la viabilité de tous les États et territoires insulaires océaniques et réunir les ressources nécessaires pour traiter les questions relatives au changement climatique, avant qu'on ne puisse parler de succès.

La formation dispensée au HLSM a été organisée grâce au soutien de Climate Analytics et au gouvernement allemand. Le Haut-Commissariat britannique à Suva, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont également apporté leur soutien. Les travaux du PROE relatifs à la CCNUCC ont également bénéficié du soutien de ses partenaires, le Secrétariat du Forum, la CPS, l'USP et Independent Diplomat.

## Vive le PIGGAREP

En 2014, le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) s'est achevé après avoir consacré six années et demie à encourager les pays de la région à recourir davantage à des énergies renouvelables d'un bon rapport coût-efficacité.

Le projet de rapport du PIGGAREP remis en juillet indique que, selon les estimations, la quantité de carbone que les pays océaniques auront évité d'émettre d'ici à 2025 se chiffrerait à 551 881 tonnes de carbone grâce aux efforts engagés par le projet pour réduire l'utilisation des combustibles fossiles et la dépendance des pays vis-à-vis de ces combustibles.

Cette réduction des émissions passe, entre autres, par le renforcement des capacités techniques, le développement de marchés, le renforcement des capacités institutionnelles, et un soutien financier.

Aux Îles Salomon, par exemple, le PIGGAREP a aidé à installer 50 systèmes solaires pour les habitants de la communauté isolée de Santa Ana. La qualité de la vie des villageois s'est considérablement améliorée grâce à ces systèmes. L'éclairage étant désormais disponible, et ils ont davantage d'argent en main grâce aux économies réalisées sur les combustibles. Leur santé s'est



Grâce au PIGGAREP, des pompes à eau alimentées par l'énergie solaire ont été installées dans 13 villages éloignés du district de Ha'apai, aux Tonga. Photo : Ofa Sefana

même améliorée depuis qu'ils n'utilisent plus de kérosène.

L'étude de faisabilité de la production et de l'utilisation de biocarburant sur l'île de Kiribati, à Kiribati, est un autre succès au palmarès du PIGGAREP. Sur la base des conclusions de l'étude de faisabilité, des tests de production de biocarburant sont en cours sur l'île d'Abemama, et il est prévu d'élargir cette initiative à d'autres communautés isolées. D'après les estimations, la contribution de Kiribati à la réduction des émissions de gaz à effet de serre se chiffrerait à 479 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

En six ans et demi, le PIGGAREP s'est forgé une réputation de « projet tremplin » grâce auquel des activités menées à petite échelle pourraient se développer et atteindre une bien plus grande envergure.

De nombreuses activités relatives aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions ont pu bénéficier de financements grâce au travail préparatoire réalisé par le PIGGAREP au stade de l'étude de faisabilité. Le projet n'est donc pas prêt d'être oublié.

Financé par le FEM, le projet régional PIGGAREP a été mis en œuvre par le PNUD (par le biais de son bureau multipays au Samoa) avec le PROE comme partenaire d'exécution. Les deux projets qui prennent sa suite, PIGGAREP+ et PIGGAREP++, ont été élaborés en étroite consultation avec l'AOSIS sont appuyés par le biais du Programme de soutien SIDs DOCK, lui-même une initiative conjointe du PNUD et de la Banque mondiale. Ils sont financés par le Danemark et par le Japon.



Les coordonnateurs du PIGGAREP et les principales parties prenantes parlent de ce que le projet représente pour eux.

Photos: A.Carvan/PROE

## Mettre les bons spécialistes au service des bonnes interventions contre le changement climatique



Photo : S.Bentin/PROE

Un nouveau programme lancé en 2014 établit un contact entre des experts techniques du domaine de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe et les pays et projets qui en ont le plus besoin.

Accueilli au siège du PROE, le Mécanisme régional de soutien technique (RTSM) du Programme pilote de protection contre les chocs climatiques fournit directement des conseils et une aide technique aux pays du Pacifique. Un portail en ligne permet aux experts techniques d'enregistrer leurs compétences et les pays qui y ont droit peuvent demander de l'aide technique pour répondre aux priorités liées au climat et aux catastrophes dans la région océanienne.

Le Fonds d'intervention rapide (RRF) est l'élément essentiel associé au RTSM pour financer le déploiement des experts qui fournissent une aide technique aux pays insulaires

océaniens qui y ont droit dans le cadre de cette initiative.

Financé par la Banque asiatique de développement (BASD) grâce au Fonds d'investissement pour le climat, le RTSM et le RRF sont des initiatives communes de toutes les entités du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et de leurs partenaires et donateurs pour le développement.

L'aide technique du RTSM s'inscrit dans un ensemble de domaines allant de l'élaboration de projet, de formations, de la rédaction de propositions à des interventions de terrain comprenant l'évaluation et la planification de projets, par exemple en déployant des ingénieurs civils pour des projets de protection des infrastructures contre les aléas du climat. Grand avantage, les interventions ont vocation à être rapides, l'objectif étant de traiter les demandes d'aide sur une période de trois mois.



Le RTSM fournit une aide technique rapide aux pays insulaires océaniques qui y ont droit.

Le PROE est la première agence d'exécution de cette initiative régionale en partenariat avec la CPS, l'agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), l'UPS, le Secrétariat du Forum, l'Agence des pêches du Forum, l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud, sous la tutelle du groupe d'appui de haut niveau du Sous-comité exécutif du CORP sur le développement résilient face au changement climatique et aux catastrophes (CES-CCRD).

L'analyse de l'eau des puits sur Abaiang (Kiribati) a fourni des données très utiles sur la qualité et la contamination. Photo : C.Iacovino/PROE



## Aide à la gestion des connaissances ouverte et collaborative sur le changement climatique

La disponibilité de données de qualité sur le changement climatique et de bonnes pratiques de gestion de l'information sont essentielles pour aider les décideurs, les chercheurs et les gens de terrain à mieux planifier l'adaptation et la résilience.

Le portail sur le changement climatique dans la région Pacifique du PROE (PCCP) est le point central informatique pour l'information sur le changement climatique en Océanie. Le site web fait l'objet d'une mise à jour quotidienne pour veiller à la pertinence et à l'actualité des données qu'il contient.

En 2014, le PCCP n'a cessé de gagner en vigueur. Au mois de février, le portail a été retenu pour être l'un des neuf membres du partenariat mondial Global Open Knowledge Hub. Ce partenariat innovateur crée une plateforme tournante ouverte et collaborative pour l'échange de connaissances dans le domaine du développement et aide ainsi les producteurs et les intermédiaires de la connaissance à renforcer la disponibilité et l'accès à la recherche sur le développement.

En avril dernier, le PROE a signé un Protocole d'accord avec l'université de Griffith dans le cadre du projet

de gestion de l'information sur le changement climatique 'Pacific iCLIM'. Ce projet vise à renforcer l'adaptation au changement climatique et la planification de la résilience dans le Pacifique en soutenant une approche régionale pour la gestion et le partage d'informations sur le changement climatique.

L'initiative comportera le renforcement de l'infrastructure électronique du PCCP, l'élaboration d'outils permettant l'utilisation de données complexes pour les processus décisionnels sur le changement climatique et la création d'une approche régionale océanienne des données et de la gestion des informations sur le changement climatique grâce à l'élaboration de protocoles et directives sur la gestion de l'information.

Ce projet travaille en étroite collaboration avec les trois portails nationaux sur le changement climatique de Fidji ([www.climatechange.gov.fj](http://www.climatechange.gov.fj)), Tonga ([www.ecc.gov.to](http://www.ecc.gov.to)) et Vanuatu ([www.nab.vu](http://www.nab.vu)), ainsi qu'avec le programme Faire face au changement climatique en Océanie (CCCPIR) de la GIZ et le Comité consultatif et technique du PCCP.



Le Vice-Chancellor, Professeur Ian O'Connor et Dr Netatua Pelesikoti à la signature du protocole d'accord pour le projet Pacific iClim. Photo : © Griffith University

Le projet Pacific iCLIM a le soutien du programme de partenariat gouvernemental pour le développement (une initiative du département des affaires étrangères et du commerce extérieur du gouvernement australien) et sa mise en œuvre est réalisée par l'université de Griffith en coopération avec le PROE. Le partenariat mondial du Global Open Knowledge Hub a également le soutien du département pour le développement international de l'université de Sussex.

Le site [www.pacificclimatechange.net](http://www.pacificclimatechange.net) permet d'obtenir plus d'informations sur le PCCP.

## L'approche insulaire globale pour la sécurité de l'approvisionnement en eau à Kiribati

Les ressources en eau limitées et de qualité médiocre de l'atoll d'Abaiang de Kiribati ont eu des implications significatives pour la santé de sa population de 5000 habitants environ. On s'attend à ce que l'impact du changement climatique aggrave encore davantage la situation de l'approvisionnement en eau, et le PROE a donc coopéré avec l'unité d'ingénierie de l'eau du Ministère des Travaux publics de Kiribati pour améliorer l'approvisionnement en eau de l'atoll. La réalisation du projet se fait grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais de l'agence pour le développement international des États-Unis (USAID).

Ces travaux sont entrepris dans le cadre de l'approche insulaire globale (Whole of Island) du gouvernement de Kiribati. Cette approche intégrée

est conçue pour apporter une aide complète à la population et à l'environnement dont la population dépend pour son alimentation et sa subsistance. Elle favorise une meilleure coordination entre la population, les collectivités, le gouvernement national et les projets financés par des donateurs.

En 2014, ce projet USAID/PROE a fait de grands progrès pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de l'atoll. L'eau des puits a été analysée et des sites adaptés ont été choisis pour y installer des pompes Tamana. Ces pompes à main, conçues à Kiribati et d'entretien facile, réduisent énormément la contamination bactérienne de l'approvisionnement en eau des ménages. De nombreux puits sur Abaiang sont actuellement ouverts, ce qui les rend vulnérables

au débordement et les expose aux salissures et à d'autres contaminants. Une fois que les pompes Tamana sont installées, les puits peuvent être recouverts et l'eau est protégée de toute contamination directe. Des mesures complémentaires d'adaptation écosystémique seront également mises en œuvre sur le littoral proche pour protéger plus encore la nappe phréatique des infiltrations d'eau de mer.

Parmi les autres réalisations phares de 2014, il y a la conclusion d'une évaluation de vulnérabilité à l'échelle de l'île et la construction d'une station météorologique au Conseil de l'île d'Abaiang qui permet de réunir des données météorologiques plus précises et facilite le travail de météorologie et les prévisions climatiques à long terme.

## La mobilisation d'acteurs clés pour améliorer l'accès au financement climatique et à l'aide technique



Les participants du stage du CTCN ont appris quelles étaient les opportunités d'aide technique et d'aide liée aux technologies du changement climatique.

Photo : N.Woonton/PROE

En dépit de leur grande vulnérabilité aux impacts néfastes du changement climatique, les pays et territoires insulaires du Pacifique n'ont eu accès qu'à une aide financière et technique proportionnellement trop petite pour leurs activités d'adaptation et de renforcement de la résilience.

Afin de répondre à cette participation insuffisante, le PROE a coordonné un rassemblement de Membres et de représentants clés de la région du Conseil du Fonds pour l'adaptation et du Centre et réseau pour la technologie climatique du PNUE

(CTCN) en vue de débattre des meilleures pratiques en matière de propositions retenues.

Le stage a permis aux participants de se familiariser avec le cycle complet de l'élaboration de propositions du Fonds pour l'adaptation et de répondre à chacun des composants clés de la procédure de demande. L'objectif de certaines

séances était d'aboutir à une bonne compréhension des ressources du Fonds pour l'adaptation, du rôle du PROE en tant qu'Entité nationale d'exécution du Fonds pour l'adaptation et des procédures permettant aux pays de devenir des Entités nationales d'exécution.

Les participants ont également eu un aperçu des services et du soutien que le CTCN met à la disposition des îles du Pacifique, à savoir de l'aide technique et de l'aide liée aux technologies du changement climatique. Après la séance de formation, le PROE

a obtenu son accréditation en tant que membre du CTCN.

*Le Guide du Pacifique pour la préparation de propositions de projets du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto* constitue l'un des résultats essentiels de ce stage de formation d'une semaine et il est disponible sur le site web du PROE.

Ces activités de formation animées par le PROE étaient soutenues par le Réseau pour l'adaptation de l'Asie-Pacifique (APAN), le ministère de l'Environnement du Japon par le biais de son Institut pour les stratégies environnementales mondiales (IGES), la CPS par le biais de son Alliance mondiale pour le changement climatique avec l'Union européenne, le Secrétariat du Forum et le PNUE par le biais du CTCN. Par ailleurs, le Fonds pour l'adaptation et le Fonds vert pour le climat ont tous les deux apporté un soutien en nature en détachant du personnel spécialisé.



*Le Guide du Pacifique pour la préparation de propositions de projets du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto* explique la procédure de préparation d'une proposition du Fonds pour l'adaptation par le biais du PROE en tant qu'Entité régionale d'exécution.

## Intégrer le changement climatique et la réduction du risque de catastrophes dans les politiques nationales

En janvier 2014, le PROE et la BasD ont coopéré pour concevoir et mettre en œuvre le Programme stratégique pour la résilience climatique : Programme pilote de protection contre les chocs climatiques : Programme régional océanien. Il s'agit d'un volet de l'initiative mondiale du Fonds pour l'investissement climatique qui s'engage dans des projets pilotes pour prouver comment le risque et la résilience climatiques peuvent être intégrés au cœur de la planification et de la mise en œuvre en incitant à des actions à plus grande échelle et des

transformations fondamentales. Ces travaux sont entrepris en coopération étroite avec le groupe RTSM (mécanisme régional de soutien technique) du PROE.

Les deux principales retombées liées à ces travaux animés conjointement par le PROE et la BasD sont de veiller à l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de la réduction du risque de catastrophes dans les politiques de développement locales et nationales, et de renforcer et de soutenir la capacité des îles du Pacifique à répondre au changement climatique.

Après l'élaboration d'une analyse de la situation, l'identification et la confirmation des outils et mesures prioritaires d'intégration généralisée, la première année de réalisation du projet a vu le lancement de travaux aux États Fédérés de Micronésie (Kosrae) par une formation spécialisée de renforcement des capacités au sein de ministères clés, pour l'application d'analyses coûts-bénéfices aux projets de développement, en tenant compte du changement climatique et du risque de catastrophes.



## Du soutien pour l'observation du climat en Océanie

La collecte constante de données fiables est essentielle pour notre compréhension de la météorologie et du climat. La coopération avec les services météorologiques nationaux est importante pour fournir des données précises provenant d'endroits aussi isolés que le Pacifique et ainsi renforcer le modèle mondial de prévisions météorologiques et climatiques.

Le PROE, le bureau météorologique du Royaume-Uni (Met Office) et le service météorologique de Nouvelle-Zélande ont signé un nouveau protocole d'accord en avril 2014 portant sur une aide au fonctionnement de certaines stations aérologiques en Océanie. L'aide financière provient du Met Office et est fournie par le biais d'un 'Pacific Fund' destiné à des activités spécifiques. Cet accord soutient les stations aérologiques situées à Kiribati, Tuvalu et aux Îles Cook.

Ces trois stations sont perçues comme une partie importante du programme SMOC (Système mondial d'observation du climat).

Les dernières études du Met Office démontrent que les relevés de ces stations sont très importants non seulement pour la région, mais également à l'échelle du monde, lorsqu'on les compare à l'impact des relevés moyens européens et mondiaux de l'atmosphère supérieure.

L'aide apportée en 2014 a permis l'achat de radiosondes et de ballons-sondes qui sont envoyés quotidiennement en l'air pour recueillir des informations sur la pression, la température et l'humidité relative. Ces informations sont ensuite partagées avec les services météorologiques dans le monde entier. Cet accord fournit également une aide pour l'exploitation quotidienne et l'entretien des trois stations aérologiques de Tarawa, Funafuti et Rarotonga.

Un protocole d'accord signé avec le Met Office confie la gestion du Pacific Fund au PROE qui assure ce travail administratif et de gestion avec l'aide technique du service météorologique de Nouvelle-Zélande.

L'équipe du service météorologique des Îles Cook envoie dans l'atmosphère un ballon équipé d'une radio sonde – un petit instrument avec des capteurs pour saisir des données sur la pression, la température et l'humidité relative. Ces ballons-sondes sont envoyés quotidiennement dans l'atmosphère.



# Gestion des déchets et lutte contre la pollution

La pollution et la production croissante de déchets solides et dangereux constituent d'importantes menaces pour l'environnement et le développement durable des îles du Pacifique. La mondialisation accélère la transition des populations océaniques vers des sociétés de consommation, ce qui signifie une augmentation de l'urbanisation, de la migration et de la participation au commerce international.





Il en résulte une plus grande quantité de déchets solides et liquides qui augmente le risque de pollution marine et côtière. L'absence de contrôle sur les produits chimiques importés et la pénurie de capacités nationales pour la gestion de polluants constituent une menace pour la qualité et la santé des écosystèmes insulaires vulnérables dont dépendent les populations océaniques.

L'amélioration de la gestion de la pollution et des déchets a ainsi été un axe prioritaire pour le PROE en 2014. Le PROE a continué d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques et les déchets dangereux, en leur fournissant des conseils techniques et en soutenant leurs programmes et leurs institutions.

## PacWaste annonce une nouvelle ère de la gestion durable des déchets dangereux

Un partenariat entre l'Union européenne et le PROE répond aux enjeux les plus pressants sur les déchets dangereux en Océanie. Le projet océanique de gestion des déchets dangereux, aussi appelé PacWaste, est un projet quadriennal de 7,85 millions d'Euros, financé par l'Union européenne et exécuté par le PROE, qui vise à améliorer la gestion des déchets dangereux dans la région du Pacifique.

L'amiante est l'un des types de déchets dangereux visés par PacWaste ; substance minérale présente à l'état naturel, l'amiante était autrefois utilisée communément dans les matériaux de construction, l'isolation, les plaquettes de frein, les produits de toiture ainsi que dans d'autres produits électriques et de consommation. L'amiante est aujourd'hui interdit dans la plupart des produits modernes, car on a découvert qu'il constitue un danger majeur pour la santé humaine.

En 2014, PacWaste a encadré l'étude de base de présence d'amiante la plus complète et importante qui ait jamais été réalisée dans le Pacifique. Cette étude a impliqué des évaluations visuelles de présence d'amiante dans plusieurs milliers de bâtiments gouvernementaux, d'entreprises et résidentiels, et notamment des écoles et d'autres lieux publics dans 26 îles de 13 pays insulaires du Pacifique. Les évaluations visuelles ont été renforcées grâce à des prélèvements d'échantillons d'amiante et l'analyse des structures soupçonnées.

Les études de base se sont déjà avérées utiles en permettant de réduire l'exposition humaine à l'amiante nocif.

Au cours de l'évaluation de l'amiante à Fidji, les experts de PacWaste ont recensé des fibres d'amiante friables à haut risque dans l'hôpital Tamavua Twomey à Suva. Après avoir identifié le risque d'amiante, PacWaste s'est immédiatement mobilisé pour organiser un nettoyage d'urgence de l'hôpital. En quelques journées seulement, PacWaste est parvenu à éliminer l'amiante le plus dangereux de l'hôpital – une victoire importante pour le personnel et les patients ainsi que pour l'environnement.

En 2014, PacWaste a également effectué un désamiantage similaire à l'hôpital de Nauru et assuré une intervention d'urgence auprès du gouvernement des Samoa. Des préparatifs étaient également en cours pour une intervention à Nioué pour aider à éliminer les déchets d'amiante suite au cyclone Heta.

L'amiante est l'un des domaines prioritaires de PacWaste – les autres étant la gestion des déchets électroniques, des déchets médicaux et des déchets solides dans les atolls. Au cours de l'année 2014, outre l'étude régionale sur l'amiante, PacWaste a également réalisé la première évaluation d'Océanie pour définir les priorités de la gestion des déchets médicaux et électroniques. D'autres travaux ont été entrepris pour évaluer la gestion intégrée des déchets sur les



Des experts en désamiantage éliminent l'amiante de la chaudière de l'hôpital Tamavua Twomey. Photo : Amol Lal

atolls et qui fera l'objet d'un projet pilote à Majuro en République des Îles Marshall.

« Ça faisait des années que nous essayions de nous débarrasser de cette chose blanche dans la chaudière et personne ne savait comment faire. Nous savions que c'était mauvais pour la santé. Alors ces gens sont venus nous voir, ils ont apporté leur équipement, leurs combinaisons, leurs équipements de sécurité et ils nous en ont débarrassé. Maintenant, on travaille dans un environnement propre et c'est nettement plus beau à regarder »

– M. Niumaia Tule, Chauffagiste,  
Hôpital Tamavua Twomey

Afin de minimiser le risque d'exposition au matériau dangereux qu'est l'amiante pour les personnes et les populations, PacWaste travaille au recensement et à la priorisation du désamiantage dans 13 pays du Pacifique. Photo : E.Vanderburg/PROE



## La coordination de solutions durables pour éliminer les huiles usagées

Les huiles moteur et autres lubrifiants sont largement utilisés dans les autos, autobus, camions et centrales électriques des îles du Pacifique. Ces huiles et lubrifiants contiennent un ensemble de composés, tels que des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), métaux lourds, additifs et antioxydants, des traces de solvants chlorés, tous préjudiciables à la santé humaine et à l'environnement.

Dans de nombreuses parties du Pacifique, les huiles usagées sont éliminées par incinération à ciel ouvert ou déversement à terre ou en mer. Ces pratiques ont des effets dévastateurs sur la santé humaine et environnementale



Des produits éducatifs et de sensibilisations sur le déversement et l'incinération d'huiles usagées sont en cours de création pour la région.

et en cas d'incinération à ciel ouvert, ils peuvent mener à la création de substances chimiques dangereuses, produites involontairement et plus connues sous le nom de POP (polluants organiques persistants).

La gestion durable des huiles usagées requiert l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre approprié de gestion qui encourage le partage des responsabilités de la gestion des huiles usagées par l'ensemble des intervenants au niveau national et régional.

Le PROE soutient ce processus par le biais du projet GEF-PAS sur la réduction de la libération de POP.

En 2014, ce projet a réalisé un audit d'envergure des pratiques de gestion des huiles usagées dans dix pays insulaires du Pacifique – une première étape primordiale pour la mise en œuvre de pratiques durables pour la gestion des huiles usagées dans la région. Les conclusions de l'audit serviront à orienter les réformes dans la



Les huiles usagées contiennent un ensemble de composés préjudiciables à la santé humaine et à l'environnement. Photo : D.Haynes/PROE

région, mises en œuvre par les comités nationaux de pilotage pour les huiles usagées, afin de permettre la collecte, l'entreposage et la réutilisation de l'huile et de lubrifiants tout en respectant l'environnement.

Le projet GEF-PAS sur la réduction de la libération de POP est financé par le FEM et l'AFD. Ce projet quinquennal est mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE.

## Relever la barre pour des décharges à l'épreuve du climat

En 2014, le PROE a supervisé la création de la première décharge à l'épreuve du climat de la région océanienne, à Fidji. Ce site de gestion des déchets réhabilité et novateur, reconçu pour mieux faire face aux dangers naturels et permettre la gestion de déchets provenant de catastrophes, a également contribué à des écosystèmes de mangrove plus sains et à un environnement plus sûr pour les populations fidjiennes avoisinantes.

Avant cette réhabilitation, les inondations régulières de la vieille décharge Namara de Labasa (Fidji) en période de grosses pluies, transportaient des déchets et du lixiviat tout autour de la décharge et polluaient les mangroves et l'environnement marin proches. En

période de grosses pluies, ces inondations rendaient également la décharge inaccessible, et les déchets restaient sur les camions poubelles jusqu'à ce que l'amélioration de la météo permette leur mise en décharge.

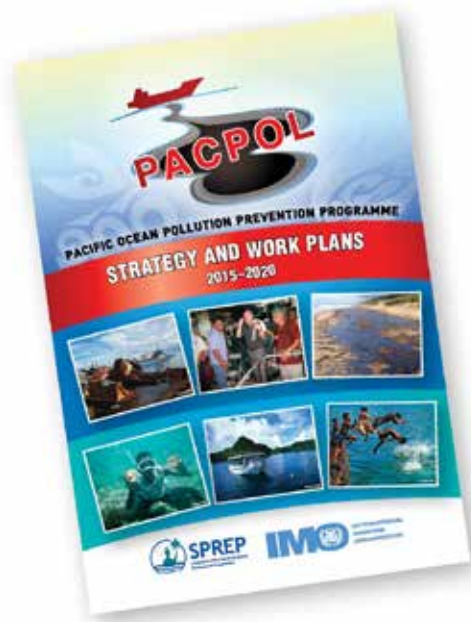
Le site est maintenant doté de routes accessibles, d'un système adapté de réticulation et de récupération qui permet de capter, de traiter et de diminuer les déversements de lixiviat, et d'un système d'évent pour réguler les émanations de gaz. La décharge est ainsi effectivement séparée des mangroves proches et les protège des déversements toxiques. Le système de drainage écarte les



Inauguration officielle de la décharge Namara après sa modernisation.

eaux de ruissellement des unités d'entreposage des déchets, empêchant ainsi l'inondation de cette décharge à faible élévation.

Le site modernisé est maintenant également doté d'un bâtiment de bureaux où les ouvriers peuvent



La stratégie PACPOL permet de protéger l'environnement marin et côtier en Océanie.

## Viser la pollution marine causée par les navires grâce à la coopération régionale

La pollution marine causée par les navires englobe nombre d'enjeux importants qui comprennent les déversements d'hydrocarbures, l'immersion de déchets et la gestion des eaux de ballast. Vu le nombre énorme de navires qui traversent l'océan pacifique, ces enjeux constituent une menace pour les populations et l'environnement de notre région.

En 2014, le PROE a travaillé en partenariat avec l'OMI à la coordination du passage en revue et de la mise à jour de la stratégie du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL). C'est grâce à des initiatives comme le

PACPOL que les pays et territoires insulaires du Pacifique peuvent mieux protéger leur environnement marin et côtier, leurs ressources naturelles et culturelles de nations insulaires, ainsi que la sécurité de leurs populations.

L'esprit d'une vraie coopération régionale est clairement ressorti de l'ensemble du processus de passage en revue. Treize pays et territoires membres du PROE y ont participé, avec la participation de représentants du PROE, de la Direction australienne de la sécurité maritime (AMSA), du Département de l'environnement du gouvernement australien, de Maritime New Zealand, de la CPS, de la Fondation pour la Grande barrière de corail et de l'Administration du parc naturel de la Grande barrière de corail.



Des représentants de 13 pays et territoires insulaires du Pacifique se sont réunis à Brisbane (Australie) pour passer en revue et mettre à jour la stratégie PACPOL.

travailler et veiller au contrôle de la qualité des déchets livrés et à la saisie des informations nécessaires. Les nouvelles zones d'entreposage pour les déchets dangereux et électroniques permettent de séparer facilement les déchets susceptibles d'être dangereux des déchets ordinaires.

Autre aspect important, le site a été

équipé pour pouvoir résister aux événements climatiques sévères tels que cyclones ou inondations, qui présentent une menace croissante dans la région. La conception de la décharge intègre même les meilleures pratiques des dispositions pour la gestion des déchets provenant de catastrophes. Après des catastrophes naturelles, la période de nettoyage génère une

grande quantité de déchets. L'unité dédiée aux déchets de catastrophes de la décharge réhabilitée de Namara permet de recycler une grande partie de ces déchets de catastrophes et donc de réduire la pression sur l'espace disponible.

La réhabilitation de la décharge Namara a pu être réalisée grâce au projet ICCAI du gouvernement australien. Le projet a été mis en œuvre par le PROE avec le savoir-faire technique du Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays insulaires du Pacifique (J-PRISM).



L'unité dédiée aux déchets de catastrophes de la décharge Namara. Photo : B.Guinto/PROE

## Œuvrer en faveur d'une orientation régionale de prévention et d'atténuation des déchets marins

L'accumulation de plastique et d'autres déchets dans l'environnement marin a longuement été perçue comme un défi purement esthétique. Les choses ont changé. Il est entre temps établi que la pollution en débris marins constitue un danger environnemental sérieux. La nature accumulatrice et persistante ainsi que la toxicité liée aux polluants contenus dans les plastiques des déchets marins représentent une source de grande préoccupation en raison de leurs impacts sur les écosystèmes marins et la santé humaine.

En 2014, le PROE a poursuivi son travail d'élaboration de stratégies de prévention et d'atténuation des déchets marins à titre prioritaire au plan régional. Étant donné le peu d'informations disponibles sur cette question dans le Pacifique, le PROE a entrepris une étude approfondie de la littérature sur la question, ce qui a permis de recenser un ensemble de priorités régionales pour la gestion des déchets marins.

L'évaluation a recommandé le recensement des sources majeures de débris marins et de points d'accumulation, aussi

appelés 'hot spots'. Le rapport a également recommandé une approche régionale intégrée des interventions pour réduire l'impact de débris marins, en recensant des activités dans les domaines de la recherche et de la surveillance, de la sensibilisation et de l'éducation, de la prévention et réduction de la pollution, et de l'élimination physique permanente de débris de l'environnement.

En 2015, le PROE entamera des travaux sur deux projets prioritaires régionaux recensés au cours de l'évaluation.

Les déchets marins posent un problème environnemental qui évolue rapidement dans notre région et au-delà. Photo : © Peri Paleraio/Marine Photobank



## Réduire, réutiliser, recycler – et renvoyer

Les 3R – réduire, réutiliser et recycler – sont essentiels pour la gestion durable des déchets dans les PÉID du Pacifique. Alors que les 3R ont connu de nombreux succès en Océanie (programmes éco-sacs et éco-écoles aux Îles Salomon, initiatives de gestion des déchets organiques au Vanuatu) – l'application du concept des 3R dans notre région a encore un long chemin à parcourir.

Lors du cinquième Forum régional 3R en Asie et dans les îles du Pacifique, tenu à Surabaya (Indonésie) en février 2014, les participants des îles du Pacifique ont entendu parler des réussites 3R dans d'autres parties du monde et ont parlé des adaptations possibles à notre région.

Le concept de l'ajout d'un quatrième R au concept des 3R a particulièrement intéressé de nombreux délégués des îles du

Pacifique – le Renvoi à l'expéditeur. Cette approche encourage la mise en place d'une législation de consignes sur les emballages pour générer le financement nécessaire pour l'exportation et le recyclage des déchets hors île. Une telle législation requiert le paiement d'une consigne sur les emballages réutilisables (p.ex. des bouteilles de verre ou des produits tels que de l'huile) au point de vente, et cette consigne est remboursée à l'acheteur au moment où il rapporte l'emballage.

Le PROE et J-PRISM étaient les cogarants du Forum régional auquel ont assisté plus de 25 participants issus de 32 pays d'Asie et du Pacifique. La participation de délégués de PÉID du Pacifique a été soutenue par le Centre des Nations Unies pour le développement régional et J PRISM.



Le recyclage est essentiel pour la gestion durable de déchets dans les pays et territoires insulaires du Pacifique. Photo : D.Haynes/PROE

Des représentants du PROE et de J-PRISM assistent au cinquième Forum régional 3R en Asie et dans les îles du Pacifique à Surabaya (Indonésie). Photo : D.Haynes/PROE

## En première mondiale, un plan de transport maritime pour des océans plus propres dans la région du Pacifique

Un nouveau Plan régional d'infrastructures de réception élaboré en 2014 permettra de réduire la quantité de déchets immergés par les navires dans les eaux du Pacifique. Ce Plan élaboré par le PROE, l'AMSA et l'OMI est une première mondiale en la matière.

Le terme 'd'infrastructures de réception' fait référence aux infrastructures particulières qui permettent aux navires de débarquer des déchets en toute sécurité (poubelles, eaux usées, huiles usagées) lorsqu'ils arrivent au port. Il en découle que les navires sont moins susceptibles de simplement immerger les déchets en mer, ou même, quand ils sont à quai.

De nombreux PÉID ne sont pas équipés de ce type d'installations de réception. L'importance de ce Plan résulte du fait qu'il identifie cinq plaques tournantes maritimes dans le Pacifique – Apia, Suva, Port Moresby, Nouméa et Papeete – comme centres régionaux de débarquement en sécurité des déchets de navires.

Hormis les avantages évidents d'une diminution de la quantité de déchets dans nos océans, le Plan de réception dans les ports signifie qu'un nombre croissant de pays pourront signer la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL). L'absence

d'infrastructures de réception empêchait autrefois de nombreux pays à adhérer à cet accord international important.

L'avalisation du Plan a été le résultat clé de la douzième Conférence des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et protocoles y relatifs (Convention de Nouméa) qui s'est tenue à Majuro (Îles Marshall) en septembre 2014.



Le Plan régional d'infrastructures de réception entrainera une diminution de la quantité de déchets immergés par les navires dans les eaux du Pacifique. Photo : © Stuart Chape

## Du soutien pour la mise en œuvre des conventions de Bâle et de Waigani

Le Centre régional pour le Pacifique (PRC) du PROE assure la coordination régionale pour les conventions de Bâle et de Waigani, qui abordent la question des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux.

Parmi les conclusions clés du PRC en 2014, on compte un renforcement de l'engagement et de la collaboration avec le Centre régional pour la Convention de Bâle pour l'Asie et le Pacifique (BCRC – Pékin) grâce aux hauts représentants qui ont participé à la quatrième réunion du Comité consultatif scientifique et technique et à la troisième réunion du Comité de pilotage du Centre régional à Apia.

Le BCRC – Pékin a également soutenu la participation de représentants océaniques à assister à la neuvième Conférence internationale sur la Gestion des déchets et la technologie (ICWMT9) qui s'est tenue en Chine en 2014, un accord qui se poursuivra.



Des dispositions ont été prises en 2014 pour permettre à des étudiants de l'université de Tsinghua de faire un stage au PROE et chercher des solutions innovantes pour la gestion de déchets en Océanie.

Cette relation en plein épanouissement a permis la conclusion d'un accord formel permettant à deux étudiants de l'université de Tsinghua de faire des stages au PROE en 2015. Ils se concentreront sur les solutions

innovantes pour la gestion des déchets dans les îles du Pacifique, par exemple sur le recyclage des batteries au plomb-acide, et sur une analyse de la viabilité d'initiatives pour transformer des déchets en électricité.

Photo : C.Iacovino/PROE



## Le renforcement de capacités pour la gestion de déversements d'hydrocarbures

Au mois d'août, le moment culminant d'un programme de spécialisation en gestion de déversements d'hydrocarbures organisé au Samoa a été marqué par le déploiement de 500 mètres de barrages flottants de rétention d'hydrocarbures autour du bateau de croisière Pacific Jewel qui était à quai dans le port d'Apia pour la conférence des Nations Unies sur les PÉID.

Ce stage d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures a été organisé en partenariat par le PROE, Maritime New Zealand et l'AMSA. Le PNUE y a également apporté un soutien financier.

Ce stage, coordonné par des experts des trois organisations, a abordé nombre de sujets différents et notamment les causes de déversements d'hydrocarbures et leur impact sur la santé environnementale et humaine. Un accent particulier a été placé sur la gestion des équipements spécialisés employés dans les interventions en cas de déversement d'hydrocarbures et pour leur confinement.



Le barrage flottant de rétention posé autour du Pacific Jewel était l'un de ceux qui avaient été prêtés au Samoa par le gouvernement australien dans le cadre du partenariat existant entre le PROE et l'AMSA sur demande du ministère des Travaux, des Transports et de l'Infrastructure de Samoa.

Grâce au Pacific Jewel qui se trouve à quai, les participants du stage d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures ont l'occasion de déployer un barrage flottant de rétention autour d'un navire.  
Photo : A.Carvan/PROE



Photo : A.Carvan/PROE

# Surveillance environnementale et gouvernance



Le renforcement des capacités de nos Membres insulaires océaniques pour la gestion et la gouvernance environnementale est essentiel pour atteindre un développement durable.





L'un des objectifs stratégiques clés est de veiller à ce que la région dispose des capacités pour élaborer et mettre en oeuvre des cadres et procédures de gouvernance et de gestion environnementales solides. La législation, la politique, la planification et l'évaluation, la mise en oeuvre, la surveillance et la communication doivent toutes être améliorées pour y parvenir.

Une grande partie de notre travail dans ce domaine concerne l'élaboration d'un cadre régional de surveillance pour le Pacifique qui permettra la

rédaction périodique de rapports sur l'état de l'environnement tant à l'échelon national que régional. Les autres priorités sont de veiller à l'actualisation des stratégies, politiques et législations environnementales et à ce que des systèmes d'évaluation et d'application environnementale solides soient mis en place et intégrés dans des procédures nationales de développement durable. Ces activités réalisées principalement grâce au financement du projet de renforcement des capacités

lié aux Accords multilatéraux pour l'environnement dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (AME/ACP) permettront aux pays d'assurer la mise en oeuvre de leurs obligations dans le cadre de ces AME et d'en faire rapport.

Ces activités aident également nos Membres à généraliser l'intégration des enjeux environnementaux sur le plan national et contribuent à atteindre leurs objectifs environnementaux et de développement durable.

## Le renforcement des capacités de la région pour la négociation de contrats et d'accords APA

L'accès et le partage des avantages (APA) fait référence à la répartition juste et équitable des avantages – sous la forme d'un paiement, d'une reconnaissance, d'une aide en nature ou autre – qui découlent de l'utilisation de ressources génétiques que l'on trouve dans les plantes, les animaux et les micro-organismes. Étant donné la richesse de la diversité biologique de la région océanienne, cette question a un impact important sur les populations insulaires.

Un accord international a été adopté en 2010 pour conseiller les fournisseurs et les utilisateurs de ces ressources génétiques et substances biochimiques. Le titre officiel de l'accord international est le 'Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique'. Il n'est pas surprenant qu'on y fasse généralement référence en parlant simplement du Protocole de Nagoya.

L'un des éléments clés du Protocole est que les connaissances autochtones doivent être protégées,

et que les populations qui les détiennent doivent obtenir une compensation adéquate si ces connaissances sont utilisées à des fins commerciales.

La prostratine est un exemple de l'avantage que les populations locales et les nations insulaires peuvent tirer des ressources génétiques de la région océanienne – il s'agit d'un composé que l'on trouve dans l'écorce de l'arbre mamala (*Homalanthus nutans*) au Samoa. Lorsque la recherche scientifique a indiqué que la prostratine était susceptible d'être utile pour le traitement du VIH-SIDA, des avantages monétaires ont été versés au Samoa et aux guérisseurs traditionnels qui avaient permis l'identification de ce composé. Les fonds versés ont servi à la construction d'une passerelle de la canopée pour le village, avec le but de créer des revenus en encourageant les visiteurs à venir découvrir la forêt tropicale.

Le 12 octobre 2014, le protocole est entré en vigueur avec 54 parties comprenant Fidji, les États fédérés de Micronésie, la République des Îles Marshall, Samoa et Vanuatu.



Certaines fleurs, comme cette orchidée, sont appréciées pour leur beauté, mais le taux élevé d'endémisme des plantes des îles les rend également intéressantes pour la recherche. Photo : © Stuart Chape

En amont de cette première réunion historique en Corée, le PROE et l'initiative APA de renforcement des capacités ont organisé un atelier d'une semaine à Nadi (Fidji) pour aider les pays du Pacifique à la mise en oeuvre de ce protocole.

L'atelier de formation a essentiellement cherché à aider les participants à comprendre comment se négocient des contrats entre fournisseurs (les populations et les pays) et utilisateurs de ressources génétiques.

Le stage ADA était organisé par le PROE en collaboration avec l'initiative multi donateurs de développement de capacités ADA mise en oeuvre par la GIZ.

## Guider la recherche de voies du développement durable

Les rapports sur l'état de l'environnement (SOE) et les stratégies nationales pour la gestion de l'environnement (NEMS) sont deux outils liés et utilisés pour une gouvernance environnementale efficace et pour faciliter le développement durable.

La procédure SOE de présentation de rapports comprend un ensemble d'indicateurs qui fournissent un aperçu de l'état général de l'environnement d'un pays et de ses ressources naturelles ainsi que des implications pour le développement durable. Le constat final peut être décrit comme un rapport ou un diagnostic de santé de l'environnement et des prévisions pour l'avenir. Les NEMS étendent souvent ce diagnostic une étape plus loin en proposant un plan stratégique permettant d'atteindre des objectifs environnementaux et de développement durable à long terme.

Ces documents soutiennent les procédures nationales de planification, mais elles jouent par ailleurs un rôle essentiel pour permettre aux pays de satisfaire à leurs obligations régionales et internationales et notamment pour ce qui est des exigences de présentation de rapport reprises dans la CDB des Nations Unies, la CCNUCC, et la Convention des NU sur le droit de la mer.



Le Directeur général du PROE, M. David Sheppard, reçoit une plaque officielle d'appréciation de la part de M. Samuela Namosimalua, Secrétaire permanent du Ministère pour les collectivités locales, l'urbanisme, le logement et l'environnement de Fidji.

Grâce au projet ACP/AME, le PROE a aidé les Membres à préparer ces plans et ces évaluations nationales intégrées qui concernent les enjeux environnementaux prioritaires.

En 2014, le PROE et Fidji ont coopéré pour atteindre un jalon majeur dans la surveillance, la planification et la gouvernance environnementale du pays.

Après le premier rapport SOE en plus de 20 ans, le PROE a travaillé en collaboration étroite avec le département de l'environnement de Fidji et d'autres parties prenantes pour élaborer, passer en revue et conclure la rédaction de la stratégie

nationale pour l'environnement (NES) de Fidji. Ces travaux étaient attendus de longue date puisque la loi sur la gestion de l'environnement de Fidji exige que le Département de l'environnement réalise un SOE et une NES cinq et six années respectivement après l'adoption de la loi en 2005.

La NES élaborée pour Fidji couvre cinq domaines thématiques : le changement climatique, la conservation et la gestion de la diversité biologique insulaire, la gestion des déchets et la maîtrise de la pollution, les substances appauvrissant la couche d'ozone et la gouvernance environnementale.

Suite à la rédaction de la NES de Fidji, le PROE a reçu les remerciements personnels ainsi qu'une plaque officielle de la part du Secrétaire permanent du Ministère pour les collectivités locales, l'urbanisme, le logement et l'environnement de Fidji.

Hormis cette réalisation importante pour Fidji, le PROE a, en 2014, poursuivi son travail de rédaction des rapports SOE et des NEMS avec les gouvernements des Îles Cook, de Vanuatu et de Tuvalu.

Le projet ACP/AME financé par l'UE est mis en œuvre par le PNUE, le PROE étant chargé de l'exécution pour le Centre océanien.

---

« En ma qualité de Secrétaire permanent pour l'environnement, et au nom du Ministre et de son équipe, je tiens à faire part de notre appréciation et de nos remerciements pour le soutien du PROE et sa collaboration à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement et de la stratégie nationale pour l'environnement de Fidji. La formulation et la rédaction définitive de ces deux rapports nationaux importants qui manquaient depuis une décennie ou deux, permettront à Fidji de s'acquitter de plusieurs obligations en matière de développement durable en vertu de nombre d'accords multilatéraux sur l'environnement dont nous sommes les signataires. »

– M. Samuela Namosimalua, Secrétaire permanent pour les collectivités locales, l'urbanisme, le logement et l'environnement.

---

## En route vers un portail océanien pour la diversité biologique et la gestion des aires protégées

En septembre 2014, le PROE a signé un partenariat de subvention avec le bureau régional océanien de l'UICN pour accueillir le programme de l'Observatoire régional pour la gestion de la diversité biologique et des aires protégées (BIOPAMA).



Le BIOPAMA vise à relever les menaces pour la diversité biologique dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), tout en faisant reculer la pauvreté des populations dans les aires protégées et à leur proximité. Le soutien financier

est assuré dans le cadre de l'enveloppe intra-ACP du 10e Fonds européen de développement (FED) de la Commission européenne (CE).

Le BIOPAMA mettra en place un Observatoire océanien comme centre de ressources pour la prise de décisions et la gestion efficace des aires protégées, permettant aussi la mise en réseau du personnel de terrain,

Choiseul méridional, Îles Salomon.  
Photo : C.Iacovino/PROE



Le Directeur général du PROE, M. David Sheppard, et le Directeur régional pour l'Océanie de l'UICN, M. Taholo Kami, à la signature de l'accord de partenariat de subvention UICN-PROE BIOPAMA en septembre 2014.

d'experts et d'institutions. Ce projet renforce les plates-formes d'information existantes du PROE et notamment le Réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN), le Service d'information spatial environnemental (ESIS) et le Portail océanien des aires protégées (PIPAP). Il crée par ailleurs aussi une nouvelle relation de travail avec le Centre commun de recherche de la CE, et renforce la capacité du PROE en matière de systèmes de gestion de données sur le web.

## Le renforcement de capacités pour l'accréditation auprès du Fonds pour l'environnement mondial

En 2014, le PROE a réalisé un important travail de base pour élaborer un nouveau projet de renforcement des capacités dans les pays insulaires océaniques afin de faire évoluer des projets environnementaux par le biais du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le FEM repose sur un partenariat de 183 pays et cherche à répondre aux enjeux environnementaux du monde en fournissant des milliards de dollars de financement pour des projets environnementaux. Depuis 1991, le FEM a versé 13,5 milliards USD en dons et mobilisé 65 milliards en cofinancements dans le cadre de 3900 projets dans plus de 165 pays en développement. Les six domaines d'intervention du FEM sont : la diversité biologique, le dérèglement

climatique, les produits chimiques et les déchets, la dégradation des terres, les eaux internationales et la gestion durable des forêts.

Les Membres du PROE cherchent depuis longtemps à obtenir un meilleur accès au financement du FEM. À cette fin, le Secrétariat a œuvré pour préparer l'organisation à être candidate au statut d'agence d'exécution. En 2014, le PROE a préparé un Projet de taille moyenne (MSP) afin de renforcer ses capacités pour devenir une agence d'exécution. Une fois reconnu, le PROE sera mieux à même d'aider les pays océaniques à accéder aux ressources de financement de programmes environnementaux dans les six domaines d'intervention du FEM.

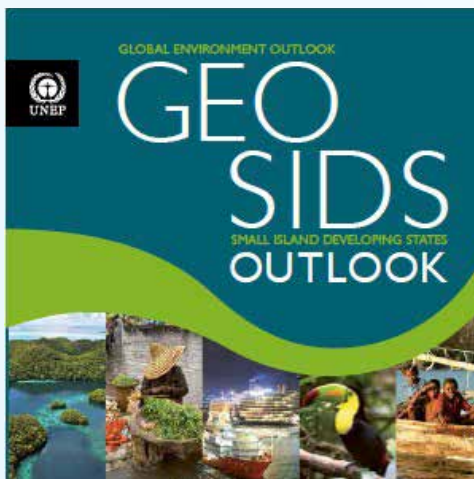


La gestion durable des forêts est parmi les six domaines d'intervention du FEM.  
Photo : C.Iacovino/PROE

## Le soutien aux Perspectives de l'environnement mondial pour le Pacifique

En 2014, des représentants de la division Surveillance environnementale et gouvernance du PROE ont animé la contribution du PROE aux Perspectives de l'environnement mondial du PNUE pour les petits états insulaires en développement (GEO SIDS).

Le rapport qui repose sur les constatations d'un grand nombre de scientifiques, d'experts et de décideurs politiques aborde quatre thématiques intégrées d'intervention pour assister le développement durable des PÉID et leur adaptation à l'économie verte à l'avenir.



Le rapport GEO SIDS du PNUE décrit l'économie bleue-verte et les opportunités d'innovation dans les petits états insulaires en développement.

## Libérer l'accès aux données géospaciales du Pacifique



Le Système d'infrastructure spatiale environnementale (ESIS) du PROE contribue à l'amélioration de l'utilisation, de la planification et de la gestion des aires marines et côtières.

Un échange de données solide et ouvert est déterminant pour soutenir la collaboration entre les Membres du PROE et les agences régionales, ainsi que pour fournir une gestion et une conservation efficace des ressources naturelles.

Par le biais du projet d'analyse de l'écosystème de l'océan pacifique (PACIOCEA), le PROE

a construit une base de données pour un système d'information géographique (SIG) en ligne avec des solutions informatiques open source.

Cette plate-forme qui porte le nom de Système d'infrastructure spatiale environnementale (ESIS) est la première plate-forme d'accès à des données en ligne

jamais créée par le PROE. Cette nouvelle initiative permet un accès aisé à des documents et des données environnementales SIG réunis et créés grâce à PACIOCEA. Les usagers du site web peuvent également charger leurs propres données sur le site pour les partager.

En encourageant la participation des parties prenantes dans la conservation et la gestion de la mer, ESIS favorise la planification de l'espace marin et renforce les capacités de gouvernance des océans pour les pays et territoires insulaires du Pacifique.

Le financement d'ESIS est assuré par l'Agence française pour les aires marines protégées (AAMP) et par l'action de préparation BEST, une initiative de l'Union européenne. Le Centre pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) du gouvernement australien et la CPS ont apporté un soutien technique et des données.

## Renforcement du soutien pour la planification et l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans le Pacifique

L'un des objectifs clés du plan stratégique du PROE vise la création et le renforcement des capacités des Membres à mettre en œuvre des outils de planification tels que des évaluations d'impact sur l'environnement (EIE).

Plus de 20 participants du gouvernement et d'agences non gouvernementales de Tonga ont assisté à la formation EIE qui s'est tenue à Nuku'Alofa (Tonga) en 2014. Cette formation spécialisée et spécifique au pays a été organisée en réponse à une requête du Département de l'environnement du gouvernement de Tonga qui désirait obtenir une aide supplémentaire pour un

renforcement des capacités EIE et une sensibilisation au sein du gouvernement.

Au cours des deux journées de travail de l'atelier, les participants ont appris comment mettre en œuvre les étapes clés de la procédure EIE, la législation EIE de Tonga, le rôle de consultants en EIE et l'importance d'une consultation de la communauté.

Un exposé sur la sensibilisation aux EIE a été présenté à Tonga à des membres de l'Organisation du tourisme dans le Pacifique sud (SPTO). Au vu du succès remporté par cette formation spécifique au secteur, le PROE et la SPTO sont

convenus d'un protocole d'accord pour coopérer dans le domaine de la planification de la gestion environnementale pour le tourisme durable.

Suite aux retours positifs de tous les participants des sessions de formation EIE organisées par le PROE en 2014, des programmes similaires seront organisés à Tuvalu, au Samoa, aux Îles Marshall en 2015. Par ailleurs, des directives EIE destinées aux pays membres du PROE ainsi qu'un outil d'aide en ligne pour le personnel de terrain chargé des évaluations de l'environnement dans la région du Pacifique sont en cours d'élaboration.



Les évaluations d'impact sur l'environnement sont le premier outil du secteur de l'environnement pour évaluer et gérer le développement.

Photo : © Stuart Young

# Services généraux



La division des Services généraux est la salle des machines du PROE, et comprend les fonctions vitales des ressources humaines, des finances et de l'administration, des technologies de l'information et de la communication, le Centre de communication et de sensibilisation et la gestion de l'information.



**Gouvernance** : La fonction gouvernance du PROE comprend l'Unité d'audit interne qui aide le Secrétariat à renforcer et améliorer les procédures de gouvernance de l'Organisation, de la gestion des risques et des contrôles internes. La fonction surveillance et évaluation a été créée en 2014 pour soutenir le renforcement des capacités de gestion de projet du PROE, et améliorer la surveillance des résultats et de la performance du PROE, ainsi que ses systèmes d'évaluation et de présentation de rapports.

**Ressources humaines** : L'équipe des ressources humaines veille à ce que le PROE recrute et retienne un personnel de la plus haute qualité. Elle s'occupe du personnel, du recrutement à l'induction et jusqu'au rapatriement, et elle est également responsable des politiques de RH, des performances et du développement personnel

et sert de voie de communication pour toutes les questions liées au personnel au sein du PROE.

**Finance et administration** : La section finance et administration est responsable d'un grand nombre de services essentiels qui englobent les voyages, la gestion des installations, l'entretien des équipements, les audits internes et la gestion financière quotidienne de l'organisation.

**Technologies de l'information et de la communication** : L'équipe des technologies de l'information et de la communication (TIC) veille à la fourniture de systèmes fiables, sûrs et efficaces permettant à l'organisation de servir efficacement ses Membres et partenaires.

**Communication et sensibilisation** : Outre le soutien stratégique apporté aux projets et programmes au sein du PROE, l'équipe de communication et sensibilisation joue un rôle déterminant pour veiller à la sensibilisation aux activités du PROE par les médias, et pour soutenir l'avènement de la prochaine génération de leaders environnementaux dans la région.

**Gestion des connaissances** : Le Centre d'information et de documentation (CID) du PROE détient une collection unique de publications, journaux, rapports scientifiques et techniques élaborés par le PROE, nos Membres, parties prenantes et partenaires. Ce vaste recueil d'informations sur l'environnement est à la disposition des agents du PROE, des pays et territoires Membres et du grand public.

## L'aide aux médias pour soutenir l'environnement du Pacifique

Le travail permanent de sensibilisation des médias du PROE s'est encore renforcé en 2014. En avril, l'équipe de communication et sensibilisation a coordonné une formation sur le journalisme et les questions de l'environnement pour des étudiants en journalisme de l'Université nationale du Samoa. Cette manifestation annuelle permet de renforcer la couverture journalistique de l'environnement au Samoa. Allant de pair avec d'autres activités de renforcement des capacités dans la région, cette formation a permis de renforcer la couverture médiatique de l'environnement dans les pays et territoires Membres du PROE.

En août, le PROE s'est allié au Programme Pacifique-Australie pour la science et l'adaptation au changement climatique (PACCSAP) pour lancer un Module sur le

changement climatique destiné aux médias du Pacifique. Cet outil important a été mis à la disposition de journalistes dans toute la région pour leur permettre de mieux comprendre les éléments scientifiques du changement climatique et les questions qui y sont liées. Cela permet ensuite de renforcer la qualité et l'impact de la couverture médiatique du changement climatique.

Le lancement du projet de Plan médiatique de résilience au climat et aux catastrophes (BCDRP) a constitué un autre événement majeur en 2014 ; ce projet s'étend à huit pays insulaires océaniques et vise à aider les organismes

de diffusion à se doter de plans médiatiques et de procédures d'opération types en cas de catastrophes, et à faire en sorte qu'ils disposent d'un espace sûr pour continuer de diffuser dans leurs pays pendant ces périodes difficiles.

Le flux d'informations à destination des populations locales avant et pendant les périodes de crise est déterminant pour permettre aux personnes de se préparer et pour veiller à la sécurité et à l'information des populations. Financé grâce au Programme PACMAS d'assistance aux médias océaniques, l'exécution du BCDRP est assurée par le PROE en partenariat avec la CPS.

En octobre, le CID a collaboré avec le Centre technique pour la coopération agricole et rurale pour l'organisation d'une formation Web 2.0 au siège du PROE.



## De nouveaux systèmes en ligne apportent des retombées écologiques

L'une des réalisations majeures des Services généraux en 2014 a été l'introduction de deux nouvelles plates-formes en ligne qui optimisent les procédures, améliorent l'efficacité et réduisent la quantité de papier utilisée au siège du PROE.

La première plate-forme concernait la transition du système de développement de la performance sur papier à un système en ligne, élaboré en interne par l'équipe TIC. Cette réalisation a constitué un jalon clé pour le projet du Système HRIS d'information des ressources humaines qui étudie et applique des procédures plus efficaces et efficaces. Le nouveau système sans papier renforce la procédure opérationnelle d'évaluation des performances et de développement. Il permet également, et c'est un grand atout, que les agents réalisent leurs évaluations des performances à

distance, une fonctionnalité très utile pour ceux qui voyagent.

Le deuxième système nouvellement créé répond aux besoins financiers de plus en plus spéciaux de nos Membres, donateurs et partenaires. Le nouveau Système FMIS de gestion de l'information financière qui porte le nom de Tech One, permet au PROE de faire face au volume sans cesse croissant de transactions et optimise l'efficacité des procédures. Le nouveau système FMIS mis en service en juillet 2014 a été financé grâce aux fonds des gouvernements australien et chinois.

Depuis l'implantation de ces nouveaux systèmes, toutes les procédures d'achat/de passation de marché et d'évaluation de la performance se font dorénavant sous forme électronique. Ces initiatives ont permis au PROE de réduire considérablement la quantité de papier utilisé

sur le lieu de travail, un acquis dans le droit fil de nos valeurs environnementales. Parmi les autres initiatives écologiques du PROE de 2014, il y a la mise en place d'un compostage au siège du PROE et l'adoption d'une politique d'utilisation de papier respectueux de l'environnement dans toute l'organisation.



Des représentants des équipes Finance et TIC du PROE ont collaboré pour lancer le nouveau Système FMIS qui porte le nom de Tech One.

## Augmentation du niveau d'appui direct aux membres du PROE

Au cours des dernières années, le rôle des Services généraux s'est de plus en plus orienté vers l'appui direct aux membres du PROE.



Des représentants de Samoa, des Îles Salomon, de Tonga, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Fidji ont assisté aux formations du PROE pour comprendre les éléments techniques du système de prévisions météorologiques SmartMet.

Au cours de l'année 2014, des représentants de l'équipe TIC du PROE ont apporté un appui direct dans le pays à Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon, pour aider les services météorologiques nationaux à mettre en place leur système de prévisions météorologiques SmartMet. Une formation supplémentaire sur l'utilisation de ce système, qui dote les météorologues de systèmes d'alerte précis et rapides, a été organisée au siège du PROE grâce au projet FINPAC pour les représentants des pays qui s'équipent de ce nouveau système.

L'équipe TIC a également été étroitement impliquée dans la nouvelle initiative de renforcement des capacités et d'échange d'informations intitulée iClim, ainsi que dans l'élaboration d'une base

de données en ligne au service du RTSM.

Tout au cours de l'année, l'équipe de communication et de sensibilisation a aidé le projet FINPAC à renforcer les compétences médiatiques des agents des services météorologiques nationaux de la région. En 2014, des formations sur les médias ont été organisées à Tuvalu, aux Îles Cook et à Nioué. Ces séances de formation ont été l'occasion d'élaborer des plans de médiatisation sur mesure afin d'aider les agents des services météorologiques nationaux à relever le profil des questions météorologiques auprès des populations locales par le biais des médias. Il s'agit de faire en sorte que les habitants comprennent les différentes situations climatiques et sachent s'y préparer.



## La sensibilisation accrue au PROE se voit dans les chiffres

La fonction publications du Secrétariat a supervisé une augmentation significative du nombre de publications produites en 2014. De janvier à décembre 2014, le PROE a produit 50 nouvelles publications, sans compter les rapports de réunion et le matériel promotionnel. Ce chiffre marque une augmentation de 177% par rapport à l'année précédente.

L'augmentation du nombre de publications produites trouve son reflet dans la répartition biennale des ressources aux bibliothèques dépositaires dans la région et à l'étranger, avec un passage de 7 à 32 du nombre d'exemplaires papier diffusés sur une période de 12 mois.

Cette hausse de l'intérêt pour le travail du PROE et de nos Membres se voit également dans notre présence en ligne. Au cours de l'année 2014, le nombre d'utilisateurs du site du PROE a augmenté de 38% en passant de 69 093 à 95 554. La croissance

massive de notre trafic sur les réseaux sociaux en dit long sur le travail entrepris par tous les agents pour relever le profil. En 2014, la page Facebook du PROE a attiré plus de 30 000 suiveurs et le lancement du « gazouillage en direct » pendant les grands événements a provoqué une augmentation de 200% de nos suiveurs sur Twitter en cours d'année.

L'équipe du CID a répondu à 533 demandes d'information et de publications en 2014, ce qui marque une augmentation de 20% par rapport à 2013. Le nombre de visiteurs au centre des ressources du PROE a également augmenté avec le passage de 514 étudiants, chercheurs, participants de réunions, membres du public, dignitaires en visite et représentants d'organisations partenaires ou donatrices visitant la bibliothèque pour obtenir des informations sur des questions environnementales dans la région océanienne.



En 2014, le PROE a lancé SPREP-Tok une nouvelle publication mensuelle très bien accueillie par les Membres et supporters.

Hormis la gestion du Réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN), le CID assure la diffusion des publications du PROE et organise l'accueil de groupes d'écoliers.  
Photo : PROE



## Un audit sans réserve pour 2014

Conformément aux normes internationales d'information financière et aux bonnes pratiques, les états financiers de 2014 ont été approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes, ce qui témoigne de la grande qualité de la gestion financière.

Un audit supplémentaire a été réalisé en novembre lorsqu'une équipe d'Ernst & Young a rendu visite au PROE pour effectuer l'audit d'accréditation '7 piliers' de l'Union européenne, condition préalable à l'obtention de fonds de l'Union européenne dans le cadre du 11e FED.

## Évaluation favorable des fonctions de gouvernance

L'unité d'Audit interne du PROE est supervisée par un Comité d'Audit constitué de trois membres indépendants et de deux membres non indépendants. La fonction d'audit interne constitue un service d'assurance pour la direction et pour le Comité d'audit en examinant les risques du plan de gestion des risques et en formulant les recommandations appropriées en terme de gestion des risques.

En 2014, notre Auditeur interne a effectué une révision du Plan de gestion des risques du PROE et

a soumis des recommandations à l'équipe de direction.

Au cours de cette année, le PROE a par ailleurs amélioré son programme et ses mécanismes de suivi et évaluation de façon significative. Plus particulièrement, l'importante désignation d'un Conseiller chargé du suivi et de l'évaluation a conduit à la création d'un Groupe d'examen et de suivi des projets (PRMG) destiné à renforcer le travail du PROE en matière de conception et de définition de projet ainsi qu'en matière de suivi et évaluation.

Des étudiants en journalisme de l'Université nationale du Samoa assistent au siège du PROE à une formation sur le journalisme et les questions de l'environnement. Photo : N.Woonton/PROE



Photo : D.Haynes/PROE

## Soutenir la plus grande richesse du PROE – notre personnel

Cette année encore le nombre d'emplois au Secrétariat a continué d'augmenter. Au 31 décembre 2014, le Secrétariat est riche de 96 agents, avec un équilibre hommes-femmes quasiment parfait (48% d'hommes et 52% de femmes). Plusieurs nouveaux employés ont rejoint le PROE en cours d'année, dont deux travaillent hors siège, l'un en République des îles Marshall et l'autre aux Îles Salomon. Pour ce qui est des nationalités, 95% des agents sont issus d'États et Territoires membres du PROE (tant insulaires que métropolitains).

Au terme des évaluations de performance conduites en début d'année, 96% des employés atteignent le niveau



L'équipe du PROE à la 25e Conférence du PROE à Majuro, République des Îles Marshall. Photo : © Stuart Chape

de performance attendu ou le dépassent. Quatre membres du personnel ont reçu le Prix d'excellence du Directeur général en reconnaissance de leur performance exemplaire et exceptionnelle.

Tout au long de l'année 2014, le PROE a maintenu son soutien pour la formation continue, le développement professionnel et

l'amélioration de tous ses agents. En février, le Dr Harold Hillman et ses homologues de Sigmoid Curve Consulting ont organisé, hors site, un atelier d'apprentissage et de renforcement d'esprit d'équipe pour tout le personnel sous le thème "Apprendre ensemble, diriger ensemble". Ce programme comprenait une formation destinée aux cadres supérieurs et aux responsables intermédiaires.

La série de séminaires organisés au CID tous les mois pour le personnel du PROE est l'occasion d'un contact informel pour l'échange d'informations et des connaissances acquises entre les agents.

## Les évaluations indépendantes du PROE soulignent notre engagement en faveur de l'excellence

Le PROE a fait l'objet d'une évaluation indépendante majeure en 2014, comme tous les 5 ans. Le rapport d'évaluation a fait état de l'amélioration significative de la gouvernance du PROE depuis 2008, et a noté que les Membres du PROE le considèrent comme une organisation efficace et performante qui procure des résultats tangibles aux États et

territoires insulaires océaniques. L'équipe d'évaluation a également entrepris une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PROE 2011-15 et a noté que la réalisation des objectifs du plan était en bonne voie. Le rapport a également noté à quel point les objectifs et les buts du Plan stratégique restaient pertinents.



M. David Sheppard, Directeur général du PROE, et le Professeur John Hay. Photo : A.Carvan/PROE

# FINANCES 2014

FONDS DES BAILLEURS ET CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (\$US)							
Détails	Solde au 01-janv.-14	Fonds reçus	Total des fonds disponibles	Soutien aux progr.	Dépenses	Autres ajust.	Solde au 31-déc.-14
Asian Development Bank	(28,172)	403,539	375,367	(20,324)	(492,620)	–	(137,576)
Australian Department of Foreign Affairs and Trade Extra Budget	(45,431)	2,611,479	2,566,048	(278,080)	(2,421,696)	–	(133,727)
Australian Department of Foreign Affairs and Trade Extra Extra Budget	876,318	44,977	921,295	(77,436)	(733,177)	–	110,681
Haute commission britannique	13,254	–	13,254	–	(7,863)	–	5,391
Secrétariat du Commonwealth	16,287	–	16,287	–	(5,113)	–	11,175
Conservation International	60,259	10,000	70,259	–	(1,183)	–	69,077
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	277,014	425,884	702,898	(28,914)	(294,458)	–	379,527
Union européenne	2,640,278	90,117	2,730,395	(60,532)	(917,869)	–	1,751,994
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	46,480	23,506	69,986	(11,051)	(37,530)	–	21,405
Gouvernement canadien	6,020	3,064	9,083	–	2,414	–	11,496
Gouvernement finlandais	(107,673)	1,496,587	1,388,913	(172,343)	(900,104)	–	316,465
Gouvernement français	124,492	383,704	508,197	(16,440)	(235,303)	–	256,455
Gouvernement allemand	–	125,341	125,341	–	(12,754)	–	112,587
Gouvernement japonais	6,092	–	6,092	–	–	–	6,092
Gouvernement suisse	(1,212)	–	(1,212)	–	–	–	(1,212)
Organisation maritime internationale	7,504	172,182	179,687	(861)	(161,629)	–	17,197
Fondation John D & Catherine T MacArthur	6,303	–	6,303	–	–	–	6,303
NZ Aid PIE	4,812	–	4,812	–	–	–	4,812
NZAid extrabudgétaire	(9,235)	945,541	936,306	(95,373)	(894,705)	–	(53,773)
NZAid extra-extrabudgétaire	(22,214)	88,308	66,094	–	(9,237)	–	56,857
Fondation Packard	17,184	–	17,184	(718)	(11,005)	–	5,460
République populaire de Chine	10,298	150,000	160,298	–	(160,298)	–	–
Autres fonds	989,048	464,157	1,453,205	(66,320)	(712,118)	–	674,768
Secrétariat de la Convention de Ramsar	(98,219)	76,336	(21,883)	(14,078)	(123,895)	–	(159,857)
The Nature Conservancy	41	–	41	–	–	–	41
Fondation Christensen	8,178	–	8,178	–	–	–	8,178
United Kingdom Meteorology Office	–	335,070	335,070	(11,856)	(132,451)	–	190,764
Programme des Nations Unies pour le développement	420,051	4,815,659	5,235,710	(194,871)	(5,024,982)	–	15,857
Programme des Nations Unies pour l'environnement	297,659	2,458,686	2,756,344	(77,410)	(1,774,616)	–	904,317
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	54,739	–	54,739	–	(1,200)	–	53,539
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	8,786	–	8,786	–	–	–	8,786
Bureau des services d'appui aux projets (ONU)	7,055	–	7,055	–	–	–	7,055
Min. de l'Énergie/Université Los Alamos (É.-U.)	4,471	–	4,471	–	–	–	4,471
Département de la pêche et de la vie sauvage	14,625	–	14,625	–	–	–	14,625
Département d'État (É.-U.)	88,943	60,000	148,943	(3,798)	(61,569)	–	83,575
USAID	33,650	401,651	435,301	(21,945)	(376,024)	–	37,333
Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (É.-U.)	43,394	70,000	113,394	(2,569)	(13,716)	–	97,109
US Western Pacific Regional Fisheries Management Council	1,082	21,000	22,082	(2,259)	(18,764)	–	1,059
Organisation météorologique mondiale	(34,235)	140,830	106,595	(12,098)	(117,393)	–	(22,895)
<b>TOTAL</b>	<b>5,737,925</b>	<b>15,817,618</b>	<b>21,555,543</b>	<b>(1,169,274)</b>	<b>(15,650,858)</b>	<b>–</b>	<b>4,735,411</b>

### CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (\$US)

Samoa américaines	10,184
Australie	185,106
Îles Cook	10,214
États fédérés de Micronésie	10,184
Fidji	20,265
France	268,399
Polynésie française	20,360
Guam	–
Kiribati	10,180
Îles Marshall	10,184
Nauru	189,181
Nouvelle-Calédonie	21,202
Nouvelle-Zélande	134,202
Nioué	10,209
Îles Mariannes du Nord	–
Palaos	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–
Samoa	20,340
Îles Salomon	20,390
Tokélaou	10,184
Tonga	–
Tuvalu	10,184
Royaume-Uni	134,202
États-Unis d'Amérique	210,000
Vanuatu	19,629
Wallis et Futuna	17,801
<b>TOTAL</b>	<b>1,342,600</b>

### PARTIES À LA CONVENTION DE NOUMÉA

Australie	3,598
Îles Salomon	885
<b>TOTAL</b>	<b>4,483</b>

### PARTIES À LA CONVENTION DE WAIGANI

Îles Salomon	2,042
Tuvalu	51
<b>TOTAL</b>	<b>2,093</b>

*Note : Les recettes ci-dessus figurent dans le barème des contributions des bailleurs au poste « Autres fonds ».*

## RECETTES ET DÉPENSES (\$US)

### RECETTES

Contributions des Membres	1,342,600
Frais de gestion des programmes	1,169,274
Recettes des fonds des programmes/donateurs	15,650,858
Autres recettes du fonds des donateurs	918,678
Amortissement des produits comptabilisés d'avance	83,225
Autres recettes	108,268
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>19,272,903</b>

### DÉPENSES

Direction générale et services administratifs	4,110,220
Changement climatique	8,718,844
Biodiversité et gestion écosystémique	3,152,564
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	2,440,544
Surveillance environnementale et gouvernance	1,400,038
Charge d'amortissement	132,434
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>19,954,644</b>

# Betham & co

Chartered accountants and business advisors

Independent Audit Report  
To the Members of

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)

We have audited the accompanying financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("SPREP") which comprises the statement of income, statement of movement in reserves and statement of cash flows for the year ended 31 December, 2014, the statement of financial position as of that date, a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

#### Managements' responsibility for the Financial Report

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial report in accordance with International Financial Reporting Standards and with the requirements of the SPREP Financial Regulations. This responsibility includes establishing and maintaining internal controls relevant to the preparation and fair presentation of the financial report that is free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

#### Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion to the Members of SPREP, as a body, in accordance with SPREP Financial Regulation 32. Our audit work has been undertaken so that we might state to the Members those matters we are required to state to them in an auditor's report and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than SPREP and the SPREP Members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. These Auditing Standards require that we comply with relevant ethical requirements relating to audit engagements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial report is free from material misstatement.

We confirm that we have no other relationship with SPREP other than the audit of the financial statements.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial report. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial report, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial report in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the SPREP's Directors and Management, as well as evaluating the overall presentation of the financial report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

#### Auditor's Opinion

In our opinion, proper books of account have been kept by SPREP, so far as it appears from our examination of those books and the financial statements which have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards:

- (i) are in agreement with the books of account;
- (ii) to the best of our information and according to the explanations given to us:
  - a. give a true and fair view of SPREP's state of affairs as at 31 December, 2014 and of its statements of financial performance, changes in reserves, and its cash flows for the year ended on that date;
  - b. provide the information required by the SPREP Financial Regulations in the manner so required.

We have obtained all the information and explanations which, to the best of our knowledge and belief, were necessary for the purposes of our audit.

#### Specific Reporting Requirements

In accordance with SPREP's Financial Regulation 32 we report on the specific matters per the financial regulation as follows:

- a) The extent and character of our examination has been explained in the section on Auditor's Responsibility above and is based on the International Standards on Auditing. The financial statements for the year end of 31<sup>st</sup> of December, 2014 have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards.
- b) There are no matters affecting the completeness and accuracy of the accounts
- c) We confirm the accuracy of the equipment records as determined by physical inspection of additions to assets and verification of disposals during the reporting period.
- d) The financial procedures of SPREP are adequate based on our examination of the financial procedures necessary for the purposes of formulating the auditor's opinion expressed above.
- e) Based on our examination of the insurance documentation the insurance cover for SPREP's assets is adequate.
- f) Others matters which do not affect our audit opinion have been brought to the attention of management in our report to management.

  
**BETHAM & CO.**  
Chartered Accountants  
Apia, Samoa  
May 29<sup>th</sup>, 2015



A member of AGN International Ltd., a worldwide association of separate and independent accounting and consulting firms  
Betham & Co. House, Vanua Street, Laitoua, Samoa, P.O. Box 855, Apia, Samoa. T: +685) 24337, F: +685) 24336.  
[www.bethamco.com](http://www.bethamco.com)

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INTERNE



## SPREP

Secretariat of the Pacific Regional  
Environment Programme

*The Pacific environment, sustaining our livelihoods and natural heritage in harmony with our cultures.*

PO Box 240, Apia, Samoa

E: [sprep@sprep.org](mailto:sprep@sprep.org)

T: +685 21929

F: +685 20231

W: [www.sprep.org](http://www.sprep.org)



## Attestation d'audit interne et de gestion des risques

### Exercice financier : 2014

#### Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, estimons que le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement est doté de processus d'audit interne et de gestion des risques conformes, à tous égards, aux procédures et autres prescriptions stipulées dans le document intitulé « Politique d'audit interne ». Ces procédures fournissent un niveau d'assurance permettant à la direction générale du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement de cerner, comprendre, gérer et dûment maîtriser son exposition au risque.

Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, estimons que le Comité d'audit du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement est constitué et administré conformément aux exigences d'indépendance et de gouvernance stipulées dans la Politique d'audit interne et la Charte du Comité d'audit.

Le président et les membres du Comité d'audit sont les suivants :

- président indépendant M. Tagaloa Fa'afouina Su'a (CPA) – Partenaire de Su'a and Associates
- membre indépendant Mme Sophie Vickers – Haut-commissaire adjoint de la NZ
- membre indépendant M. Jovilisi Suveinakama – Directeur général du bureau des Tokélaou à Apia
- membre non indépendant M. Clark Peteru – Conseiller juridique du Secrétariat
- membre non indépendant Mme Simeamativa Vaai – Conseillère en ressources humaines du Secrétariat

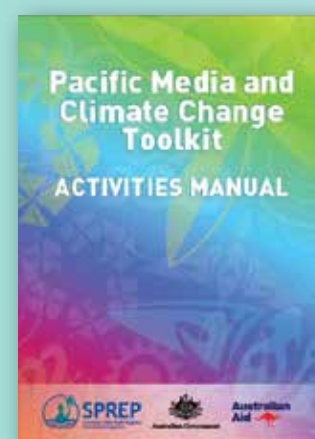
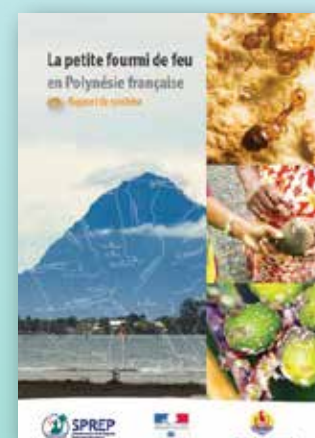
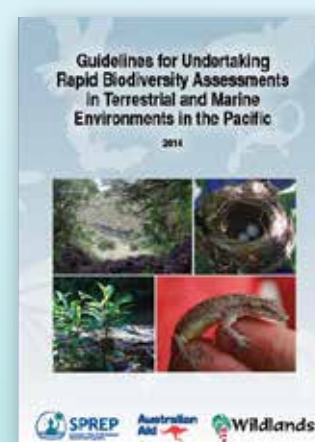
Nous, David Sheppard et Tagaloa Fa'afouina Su'a, déclarons que cette attestation d'audit interne est fournie pour le compte du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement.

**David Sheppard**  
Directeur général du PROE

**Tagaloa Fa'afouina Su'a**  
Président du Comité d'audit

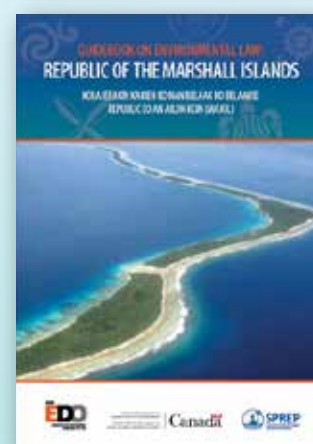
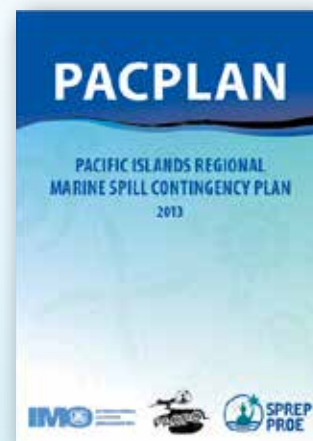
## PUBLICATIONS DU PROE

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
Framework for Nature Conservation and Protected Areas in the Pacific Islands Region 2014–2020 ( <i>Cadre pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014–2020</i> )	978-982-04052-5-7 (papier) 978-982-04052-6-4 (électr.) <a href="http://bit.ly/1DhaUG2">http://bit.ly/1DhaUG2</a>	32 p.
Cadre pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014–2020	978-982-040549-3 (papier) 978-982-040550-9 (électr.) <a href="http://bit.ly/1H5imqD">http://bit.ly/1H5imqD</a>	32 p.
Gaining Access to the Adaptation Fund in the Pacific: A Case Study on SPREP ( <i>Accéder au Fonds pour l'adaptation dans le Pacifique: une étude de cas au PROE</i> )	978-982-04052-3-3 (papier) 978-982-04052-4-0 (électr.) <a href="http://bit.ly/1Cc35h2">http://bit.ly/1Cc35h2</a>	28 p.
Guidelines for Undertaking Rapid Biodiversity Assessments in Terrestrial and Marine Environments in the Pacific ( <i>Conseils pour organiser des évaluations rapides de la biodiversité marine et terrestre dans le Pacifique</i> )	978-982-04-0513-4 (papier) 978-982-04-0514-1 (électr.) <a href="http://bit.ly/1yTr8Qv">http://bit.ly/1yTr8Qv</a>	20 p.
Managing the Impacts of the Little Fire Ant in French Polynesia ( <i>Gestion des impacts de la petite fourmi de feu en Polynésie française</i> )	978-982-04052-1-9 (papier) 978-982-04052-2-6 (électr.) <a href="http://bit.ly/1Av5IFi">http://bit.ly/1Av5IFi</a>	48 p.
Gestion des impacts de la petite fourmi de feu en Polynésie française	978-982-04052-1-9 (papier) 978-982-04052-2-6 (électr.) <a href="http://bit.ly/1Bq80e7">http://bit.ly/1Bq80e7</a>	56 p.
Little Fire Ants in French Polynesia: Synthesis Report ( <i>La petite fourmi de feu en Polynésie française : Rapport de synthèse</i> )	978-982-04-0534-9 (papier) 978-982-04-0535-6 (électr.) <a href="http://bit.ly/1LL2mth">http://bit.ly/1LL2mth</a>	8 p.
La petite fourmi de feu en Polynésie française : rapport de synthèse	978-982-04-0487-8 (papier) 978-982-04-0488-5 (électr.) <a href="http://bit.ly/1LeZPar">http://bit.ly/1LeZPar</a>	8 p.
Pacific Islands Handbook of International Marine Pollution Conventions ( <i>Guide océanien des conventions internationales sur la pollution marine</i> )	978-982-04-0511-0 (électr.) <a href="http://bit.ly/1Fdi7cD">http://bit.ly/1Fdi7cD</a>	231 p.
Mainstreaming Climate Change into Development in the Pacific: A Practical Guide (revised) ( <i>Guide pratique – Intégration des questions liées au changement climatique aux processus de planification du développement dans le Pacifique – révisé</i> )	978-982-04-0512-7 (papier) 978-982-04-0510-3 (électr.) <a href="http://bit.ly/18MeSdQ">http://bit.ly/18MeSdQ</a>	98 p.
Adapting to Climate Change in the Pacific: The PACC Programme ( <i>Projet PACC : Adaptation au changement climatique dans le Pacifique</i> )	978-982-04-0501-1 (papier) 978-982-04-0502-8 (électr.) <a href="http://bit.ly/1CvyVUW">http://bit.ly/1CvyVUW</a>	42 p.
Pacific Integrated Island Management: Principles, Case Studies and Lessons Learned ( <i>La gestion insulaire intégrée en Océanie : principes, études de cas et leçons de l'expérience</i> )	978-982-04-0504-2 (papier) 978-982-04-0506-6 (électr.) <a href="http://bit.ly/1Glril6">http://bit.ly/1Glril6</a>	72 p.
Pacific Media and Climate Change Toolkit: Activities Manual ( <i>Module sur le changement climatique dans le Pacifique pour les médias : manuel d'activités</i> )	978-982-040-519-6 (papier) 978-982-040-520-2 (électr.) <a href="http://bit.ly/1clUHV5">http://bit.ly/1clUHV5</a>	30 p.
Guidance to Dumping of Materials at Sea ( <i>Orientations sur l'immersion de déchets en mer</i> )	978-982-04-0527-1 (papier) <a href="http://bit.ly/1Dh9jA3">http://bit.ly/1Dh9jA3</a>	191 p.
PACPLAN: Pacific Islands Regional Marine Spill Contingency Plan ( <i>PACPLAN : Plan régional océanien d'intervention en cas de déversement en mer</i> )	978-982-04-0479-3 (papier) 978-982-04-0482-3 (online)	90 p.
Coastal Ecosystem-based Rehabilitation Guide ( <i>Guide de régénération écosystémique côtière</i> )	978-982-04-0536-3 (papier) 978-982-04-0537-0 (électr.) <a href="http://bit.ly/1FjxADo">http://bit.ly/1FjxADo</a>	16 p.
O le Taiala mo le toe faaleleia: sootaga ma fautuaga faaikosisitema i le gataifale	978-982-04-0536-3 (papier) 978-982-04-0537-0 (électr.)	16 p.
Fakalelei'i e Matatahi: fakahinohino ki ha Founga Fakanatula ki hono	978-982-04-0536-3 (papier) 978-982-04-0537-0 (électr.)	16 p.





TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
Guidebook on Environmental Law: Republic of the Marshall Islands ( <i>Guide du droit de l'environnement : République des Îles Marshall</i> )	978-982-04-0530-1 (papier) 978-982-04-0531-8 (électr.) <a href="http://bit.ly/1LMnpLZ">http://bit.ly/1LMnpLZ</a>	80 p.
Kolajerakin Kakienko nan Belaakko Belaakid Republic eo an Ailon Kein (Majol)	978-982-04-0530-1 (papier) 978-982-04-0531-8 (électr.) <a href="http://bit.ly/1PQZsZH">http://bit.ly/1PQZsZH</a>	80 p.
<b>Rapports de réunions</b>		
Rapport de la Vingt-cinquième Conférence du PROE, 30 septembre–3 octobre, Majuro, Îles Marshall	978-982-04-0532-5 (papier) 978-982-04-0533-2 (électr.) <a href="http://bit.ly/1CSF4hB">http://bit.ly/1CSF4hB</a>	101 p.
Rapport de la Vingt-cinquième Conférence du PROE, 30 septembre–3 octobre 2014, Majuro, Îles Marshall : PROE, 2014.	978-982-04-0532-5 (papier) 978-982-04-0533-2 (électr.) <a href="http://bit.ly/1FdMhfU">http://bit.ly/1FdMhfU</a>	101 p.
<b>Série</b>		
SPREP Annual Report 2013 ( <i>Rapport annuel du PROE 2013</i> )	1562-675X <a href="http://bit.ly/1DhGzal">http://bit.ly/1DhGzal</a>	58 p.
Rapport annuel du PROE 2013	1990-3561 <a href="http://bit.ly/1IHOsWs">http://bit.ly/1IHOsWs</a>	58 p.
SPREP-Tok (Issues 1–10)	2311-861X <a href="http://bit.ly/1cMbbGT">http://bit.ly/1cMbbGT</a>	4 p.
Climate Change Matters (Issues 20–30)	2227-6947 <a href="http://bit.ly/1HPsTqM">http://bit.ly/1HPsTqM</a>	8 p.
PACC Technical Report 3: Gender and the Pacific Adaptation to Climate Change Programme – Assessment and Action Plan ( <i>PACC Rapport technique 3: Égalité des sexes et Projet océanien d'adaptation au changement climatique – Évaluation et plan d'action</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1x736WH">http://bit.ly/1x736WH</a>	40 p.
PACC Technical Report 4: Vulnerability and Adaptation Assessment for Ontong Java Atoll, Solomon Islands ( <i>PACC Rapport technique 4 : Évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation dans l'atoll Ontong Java, Îles Salomon</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1C2GPtf">http://bit.ly/1C2GPtf</a>	88 p.
PACC Technical Report 5: Vulnerability and Adaptation Assessment for the Water Sector in Mauro, Republic of the Marshall Islands ( <i>PACC Rapport technique 5 : Évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation dans le secteur de l'eau à Mauro, République des Îles Marshall</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1Ph7bNZ">http://bit.ly/1Ph7bNZ</a>	40 p.
PACC Technical Report 6: Socio-economic Assessment of Hihifo District – The Pilot Site for the PACC Project in Tonga ( <i>PACC Rapport technique 6 : Évaluation socio-économique dans le district de Hihifo – Site pilote du projet PACC à Tonga</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1Ck9JB1">http://bit.ly/1Ck9JB1</a>	40 p.
PACC Technical Report 7: Design for Improved Water Supply and Water Management in Hihifo District, Tonga ( <i>PACC Rapport technique 7 : Plan d'amélioration du système d'approvisionnement en eau et de gestion de l'eau dans le district de Hihifo, Tonga</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1NRU0o4">http://bit.ly/1NRU0o4</a>	46 p.
PACC Technical Report 8: Guidelines for the Design of a Conjunctive Water Supply System in Nauru ( <i>PACC Rapport technique 8 : Orientations pour la conception d'un système d'approvisionnement combiné de l'eau à Nauru</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1Cv0z4I">http://bit.ly/1Cv0z4I</a>	44 p.
PACC Technical Report 9: Guidelines for the Design and Implementation of Community-managed Water Storage in Tuvalu ( <i>PACC Rapport technique 9 : Orientations pour la conception et la mise en place d'un système de stockage de l'eau à Tuvalu</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1Ph8wUQ">http://bit.ly/1Ph8wUQ</a>	44 p.
PACC Technical Report 10: Using Participatory Three-dimensional Modeling (P3DM) to Facilitate Community Decision-making – A Case Study from the Vanuatu PACC Project ( <i>PACC Rapport technique 10 : Utilisation de la modélisation participative tridimensionnelle (P3DM) pour faciliter la prise de décisions des communautés – Étude de cas issue du projet PACC au Vanuatu</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1Ph8Fb1">http://bit.ly/1Ph8Fb1</a>	22 p.



TITRE	ISSN / LIEN	PAGES
PACC Technical Report 11: PACC Demonstration Guide – Improving the Public Water Supply System in Majuro, Marshall Islands ( <i>PACC Rapport technique 11 : Guide explicatif : Amélioration du système public d'approvisionnement en eau à Majuro, Îles Marshall</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1CkcWR9">http://bit.ly/1CkcWR9</a>	44 p.
PACC Technical Report 12: Decision Support Tools for Climate-resilient Coastal Development – A Case Study from the Cook Islands PACC Project ( <i>PACC Rapport technique 12 : Outils d'aide à la décision pour le développement côtier à l'épreuve du climat – Étude de cas issue du projet PACC aux Îles Cook</i> )	2312-8224 <a href="http://bit.ly/1FiBGLg">http://bit.ly/1FiBGLg</a>	48 p.
<b>Rapports de synthèse</b>		
Pacific Integrated Island Management: Moving Beyond Pilot Projects to Sustainable, Replicable and Cost-effective Approaches ( <i>La gestion insulaire intégrée en Océanie : Au-delà des projets pilotes : approches durables, reproductibles et efficaces par rapport au coût</i> )	<a href="http://bit.ly/1PheKEo">http://bit.ly/1PheKEo</a>	4 p.
La gestion insulaire intégrée en Océanie : Au-delà des projets pilotes : approches durables, reproductibles et efficaces par rapport au coût		4 p.
State of Conservation In Oceania: Key Findings from a Comprehensive Regional Report on the State of Conservation in 22 Countries and Territories of the Pacific Islands Region ( <i>État de la conservation en Océanie : Principales conclusions d'un rapport régional complet sur l'état de la conservation dans 22 pays et territoires du Pacifique insulaire</i> )	<a href="http://bit.ly/1FyQ9Fm">http://bit.ly/1FyQ9Fm</a>	6 p.
PACC Experiences 1: Mainstreaming Climate Change into development in the Pacific ( <i>PACC Expériences 1 : Intégration des questions liées au changement climatique aux processus de planification du développement dans le Pacifique</i> )	<a href="http://bit.ly/1c5yn2S">http://bit.ly/1c5yn2S</a>	8 p.
PACC Experiences 2: Using Cost-benefit Analysis to Inform Climate Change Adaptation Projects ( <i>PACC Expériences 2 : Utiliser l'analyse coûts-avantages pour informer les projets d'adaptation au changement climatique</i> )	<a href="http://bit.ly/1CBtf2a">http://bit.ly/1CBtf2a</a>	8 p.
PACC Experiences 3: Gender and Climate Change Adaptation ( <i>PACC Expériences 3 : Égalité des sexes et Projet océanien d'adaptation au changement climatique</i> )	<a href="http://bit.ly/1MSa0ky">http://bit.ly/1MSa0ky</a>	8 p.
PACC Experiences 4: Building Resilient Freshwater Systems ( <i>PACC Expériences 4 : Développer des systèmes d'eau douce résilients</i> )	<a href="http://bit.ly/1AM6iTJ">http://bit.ly/1AM6iTJ</a>	8 p.
PACC Experiences 5: Reducing Vulnerability of Island Coasts ( <i>PACC Expériences 5 : Réduire la vulnérabilité des côtes insulaires</i> )	<a href="http://bit.ly/1I2Phtj">http://bit.ly/1I2Phtj</a>	8 p.
PACC Experiences 6: Improving Resilience of Food Systems ( <i>PACC Expériences 6 : Améliorer la résilience des chaînes alimentaires</i> )	<a href="http://bit.ly/1x6TtqZ">http://bit.ly/1x6TtqZ</a>	8 p.
<b>Fiches d'information</b>		
PacWaste Project ( <i>Projet PacWaste</i> )	<a href="http://bit.ly/1y1FvHm">http://bit.ly/1y1FvHm</a>	4 p.
PacWaste: Healthcare waste in the Pacific ( <i>PacWaste : déchets d'activités de soins de santé dans le Pacifique</i> )	<a href="http://bit.ly/1N4NsIR">http://bit.ly/1N4NsIR</a>	2 p.
PacWaste: Asbestos in the Pacific ( <i>PacWaste : Amiante dans le Pacifique</i> )	<a href="http://bit.ly/1aHqi40">http://bit.ly/1aHqi40</a>	2 p.
PacWaste: E-waste in the Pacific ( <i>PacWaste : Déchets électroniques dans le Pacifique</i> )	<a href="http://bit.ly/1IGXgw1">http://bit.ly/1IGXgw1</a>	2 p.
Climate Change and Ecosystem-based Adaptation ( <i>Changement climatique et adaptation écosystémique</i> )	<a href="http://bit.ly/1cIV2rm">http://bit.ly/1cIV2rm</a>	2 p.
Climate Change Mitigation ( <i>Atténuation du changement climatique</i> )	<a href="http://bit.ly/1LMe8U6">http://bit.ly/1LMe8U6</a>	2 p.
Climate Change and Waste ( <i>Changement climatique et déchets</i> )	<a href="http://bit.ly/1LMedr2">http://bit.ly/1LMedr2</a>	2 p.
What Causes Climate Change? ( <i>Quelles sont les causes du changement climatique ?</i> )	<a href="http://bit.ly/1HyHX6C">http://bit.ly/1HyHX6C</a>	2 p.

TITRE	LIEN
<b>Affiches, brochures</b>	
FINPAC (Affiche)	<a href="http://bit.ly/1BQG6Og">http://bit.ly/1BQG6Og</a>
FINPAC (Brochure)	<a href="http://bit.ly/1xy12i">http://bit.ly/1xy12i</a>
ICCAI Samoa : Fetau (Poster)	<a href="http://bit.ly/1CxUh98">http://bit.ly/1CxUh98</a>
ICCAI Samoa: Fue Moa (Poster)	<a href="http://bit.ly/1Oa7cTk">http://bit.ly/1Oa7cTk</a>
ICCAI Samoa: Milo (Poster)	<a href="http://bit.ly/1I2711f">http://bit.ly/1I2711f</a>
ICCAI Samoa: Niu (Poster)	<a href="http://bit.ly/1BTLqMY">http://bit.ly/1BTLqMY</a>
ICCAI Samoa: Toitoti (Poster)	<a href="http://bit.ly/18LT1Dd">http://bit.ly/18LT1Dd</a>
ICCAI Samoa : Help Us Protect the Beach ( <i>Aidez-nous à protéger la plage</i> ) (Poster)	<a href="http://bit.ly/1MNNI5j">http://bit.ly/1MNNI5j</a>
Information Resource Centre and Archives ( <i>Centre d'information et de documentation et archives</i> ) (Brochure)	<a href="http://bit.ly/1DCPCUM">http://bit.ly/1DCPCUM</a>
MEA Negotiations Handbook ( <i>Guide des Négociations sur les AME</i> ) (Carte postale)	<a href="http://bit.ly/1Oa8Y6W">http://bit.ly/1Oa8Y6W</a>
Marine Spatial Planning ( <i>Planification de l'espace marin</i> ) (Brochure)	<a href="http://bit.ly/1Cy69rC">http://bit.ly/1Cy69rC</a>
La planification spatiale marine (Brochure)	<a href="http://bit.ly/19DkyHX">http://bit.ly/19DkyHX</a>
PIPAP (Carte postale)	<a href="http://bit.ly/1Fd63ba">http://bit.ly/1Fd63ba</a>
PROE (Carte postale)	<a href="http://bit.ly/1FyROLg">http://bit.ly/1FyROLg</a>
MARPOL Annexe VI (Affiche)	<a href="http://bit.ly/1a3kcd0">http://bit.ly/1a3kcd0</a>
PACPOL (Affiche)	<a href="http://bit.ly/1Jmi9Q2">http://bit.ly/1Jmi9Q2</a>
<b>Vidéos</b>	
Islands in the Cloud: BIORAP, Savai'i Island, Samoa ( <i>Îles dans le Cloud : BIORAP, Savai'i, Samoa</i> )	<a href="http://bit.ly/1JmgdVx">http://bit.ly/1JmgdVx</a>
SPREP Marine Litter (PROE Déchets marins) (Anglais)	<a href="http://bit.ly/1N5bP33">http://bit.ly/1N5bP33</a>
SPREP Marine Litter (PROE Déchets marins) (Samoa)	<a href="http://bit.ly/1ybGbKE">http://bit.ly/1ybGbKE</a>
SPREP 2014: Year in Review ( <i>PROE 2014 : l'année en revue</i> )	<a href="http://bit.ly/1Fxt8UV">http://bit.ly/1Fxt8UV</a>
PACC Nauru : Water Resources Management ( <i>PACC Nauru : Gestion des ressources en eau</i> )	<a href="http://bit.ly/1LMl3yu">http://bit.ly/1LMl3yu</a>
PACC Vital Harbour: Cook Islands ( <i>PACC Le port vital : Îles Cook</i> )	<a href="http://bit.ly/1SeTfWc">http://bit.ly/1SeTfWc</a>

## PERSONNEL (AU 31 DÉCEMBRE 2014)

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
<b>ÉQUIPE DE DIRECTION</b>				
1	David Sheppard	Directeur général	Australie	31-déc.-15
2	Kosi Latu	Directeur général adjoint	Samoa	31-déc.-16
3	Stuart Chape	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique	Australie	04-sept.-17
4	Netatua Pelesikoti	Directrice – Changement climatique	Tonga	29-nov.-15
5	Sefanaia Nawadra	Directeur de la division Surveillance environnementale et gouvernance.	Fidji	12-févr.-15
6	David Haynes	Directeur de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Australie	12-févr.-15
7	Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	12-mars-16
8	Alofa Tuuau	Conseillère financière et administrative	Samoa	23-juill.-17
9	Simeamativa Vaai	Conseillère en ressources humaines	Samoa	07-janv.-16
<b>SOUTIEN À LA DIRECTION</b>				
10	Rosanna Galuvao-Ah Ching	Assistante du Directeur général	Samoa	30-mai-16
11	Apiseta Eti	Assistante du Directeur général adjoint	Samoa	31-déc.-15
12	Audrey Brown-Pereira	Directrice exécutive	Îles Cook	19-mars-15
<b>RÉP. DES ÎLES MARSHALL</b>				
13	Moriana Phillip	Experte technique du PROE (Secteur de l'eau)	Îles Marshall	09-févr.-15
<b>ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE</b>				
14	<i>Vacant</i>	<i>Expert en Gestion des déchets solides, Pacifique Nord</i>		
<b>AUDIT INTERNE</b>				
15	Selesitina Reti	Auditrice interne	Samoa	25-juin-15
<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>				
16	Peniamina Leavai	Chargé de la planification de l'adaptation – Projet océanien d'adaptation au changement climatique	Samoa	30-avr.-15
17	Naheed Hussein	Chargé des opérations et des finances – Projet océanien d'adaptation au changement climatique	Fidji	20-avr.-15
18	Diane McFadzien	Conseillère en adaptation au changement climatique	Îles Cook	12-nov.-16
19	Carlo Iacovino	Chargé de la communication sur le changement climatique	Australie	06-oct.-15
20	Espen Ronneberg	Conseiller en changement climatique	Îles Marshall	31-déc.-15
21	Tagaloa Cooper	Conseillère en coordination sur le changement climatique	Nioué	31-déc.-15
22	Makelesi Gonelevu	Spécialiste de la gestion des connaissances	Fidji	31-déc.-15
23	Azarel Mariner	Agent technique sur le changement climatique	Samoa	01-déc.-16
24	Tommy Moore	Coordinateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique	États-Unis d'Amérique	11-juill.-17
25	Salesa Nihmei	Spécialiste en météorologie et climatologie	Vanuatu	18-janv.-16
26	Christina Leala-Gale	Directrice du projet de la Finlande	Samoa	01-sept.-16
27	Sili'a Kilepoa-Ualesi	Responsable du Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables PIGGAREP	Samoa	31-déc.-14
28	Priscilla Olano	Assistant technique – Portail océanien sur le changement climatique	Samoa	12-févr.-17
29	Joyce Tulua	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	29-juill.-16
30	Ewan Cameron	Soutien sur le changement climatique (détaché par le Conseil norvégien pour les réfugiés)	Îles Cook	31-déc.-14
31	Herman Timmerman	Conseiller en changement climatique (détaché par le GIZ)	Afrique du Sud	31-janv.-16
32	<i>Vacant</i>	<i>Coordinateur des services de prévision climatique</i>		
33	<i>Vacant</i>	<i>Responsable de l'atténuation du changement climatique</i>		
34	<i>Vacant</i>	<i>Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique</i>		
35	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du programme océanien du Système mondial d'observation du climat</i>		

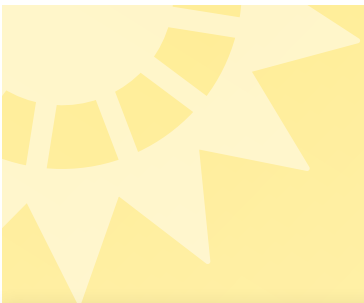
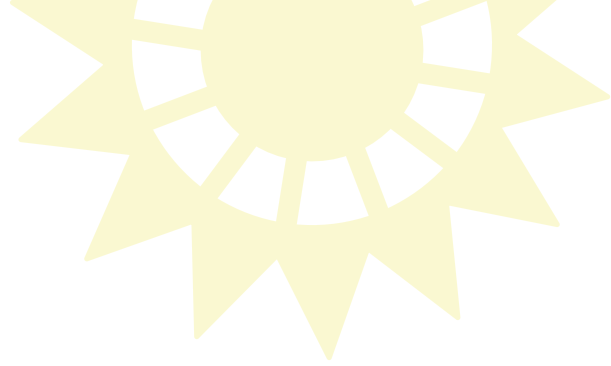
MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
<b>BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE</b>				
36	Warren Lee Long	Conseiller en gestion côtière et marine	Australie	28-juin-17
37	Vainuupo Jungblut	Responsable Ramsar pour l'Océanie	Samoa	22-févr.-15
38	Michael Donoghue	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	NZ	19-oct.-16
39	Penina Solomona	Agent océanien chargé de la Convention sur les espèces migratrices	Fidji	07-janv.-15
40	Catherine Siota	Responsable de la base de données sur les tortues	Îles Salomon	12-mai-16
41	Easter Galuvao	Conseiller en biodiversité	Samoa	11-avr.-16
42	Amanda Wheatley	Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité	Australie	13-juin-17
43	David Moverley	Spécialiste des espèces envahissantes	NZ	13-oct.-15
44	Posa Skelton	Coordinateur du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes	Samoa	29-juin-16
45	Gianluca Serra	Coordinateur des projets du Fonds pour l'environnement mondial	Italie	20-mars-15
46	Fred Patison	Spécialiste de l'adaptation écosystémique	Îles Salomon	09-déc.-15
47	Makerita Atiga	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	02-août-17
48	Pascale Salaun	Spécialiste en gestion et conservation du milieu marin (détachée par le gouvernement français)	France	29-févr.-16
49	<i>Vacant</i>	<i>Spécialiste de la gestion des récifs coralliens</i>		
50	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
51	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique pour les Îles Salomon</i>		
52	<i>Vacant</i>	<i>Directeur national pour Vanuatu du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
53	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du Projet au Vanuatu</i>		
54	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du Projet aux Fidji</i>		
55	<i>Vacant</i>	<i>Chargé de la communication du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique</i>		
56	<i>Vacant</i>	<i>Assistant administratif et financier du projet</i>		
<b>SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE</b>				
57	Mark Graham	Conseiller en surveillance et notification environnementales	Canada	02-janv.-16
58	Paul Anderson	Spécialiste de la surveillance de l'environnement	États-Unis d'Amérique	17-mars-17
59	Jope Davetanivalu	Conseiller en planification et développement des capacités	Fidji	30-sept.-16
60	Melanie Bradley	Spécialiste de la planification environnementale	Australie	08-févr.-17
61	Meapelo Maiai	Conseiller chargé de l'assistance du Fonds pour l'environnement mondial	Samoa	4-nov.-15
62	Ryan Wright	Spécialiste de la planification spatiale	Australie	22-févr.-15
63	<i>Vacant</i>	<i>Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division</i>		
64	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en développement durable</i>		
65	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du projet BIOPAMA</i>		
<b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>				
66	Anthony Talouli	Conseiller en pollution	Fidji	20-avr.-16
67	Ma Bella Guinto	Conseillère en gestion des déchets solides	NZ	16-sept.-17
68	Frank Griffin	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	20-sept.-16
69	Lusiana Ralogaivau	Coordinatrice des projets du Fonds pour l'environnement mondial	Fidji	19-juill.-16
70	Stewart Williams	Responsable du projet PacWaste	Australie	11-nov.-16
71	Pulemalie Habiri	Secrétaire du Directeur de la division/Assistante de division	Samoa	03-oct.-16
72	Scott Willson	Spécialiste de la pollution marine (détaché par la Direction australienne de la sûreté maritime)	Australie	31-août-15
73	<i>Vacant</i>	<i>Responsable du projet PacWaste</i>		
<b>SERVICES GÉNÉRAUX</b>				
<i>Information Resources and Archives</i>				
74	Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	9-août-15
75	Angelica Salele	Chargée de l'information	Samoa	18-mai-17
76	Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31-déc.-15
77	<i>Vacant</i>	<i>Assistante chargée des dossiers et des archives</i>		

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
<b>Services généraux cont.</b>			
<i>Communication et sensibilisation</i>			
78	Seema Deo	Conseiller en communication et sensibilisation	Fidji 12-mars-15
79	Nanette Woonton	Responsable des médias et des relations publiques	Îles Cook 15-sept.-16
80	Amber Carvan	Chargée des publications	Australie 13-janv.-17
<i>Technologies de l'information</i>			
81	Christian Slaven	Conseiller en communication et sensibilisation	Samoa 02-mai-15
82	Epeli Tagi	Responsable des médias et des relations publiques	Fidji 06-janv.-17
83	Billy Chan Ting	Chargée des publications	Samoa 13-févr.-17
84	Ainsof So'o	Technologies de l'information	Samoa 05-mai-16
<i>Finance et administration</i>			
85	Makereta Kaurasi-Manueli	Comptable	Fidji 14-avr.-15
86	Honsol Chan Tung	Comptable de projet	Samoa 31-août-17
87	Maraea Slade-Pogi	Responsable de l'administration et de la comptabilité	Samoa 06-janv.-17
88	Asenati Tuiletufuga	Chargé des conférences et des voyages	Samoa 12-janv.-17
89	Leilani Chan Ting	Chargée des finances	Samoa 24-juin-16
90	Rachel Levi	Chargée des finances	Samoa 24-juin-16
91	Sabrina Reupena	Chargée des finances	Samoa 16-mars-17
92	Penina Matatumua	Chargée des finances	Samoa 16-mars-17
93	Reuben Tamanikaiyaro	Chargée des finances	Samoa 16-mars-17
94	Elama Tofilau	Commis (finances)	Samoa 30-avr.-16
95	Lawrence Warner	Responsable des biens immobiliers	Samoa 4-déc.-15
96	Faamanatu Sititi	Chauffeur/commis	Samoa 05-déc.-17
97	Tologauvale Leaula	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa 31-déc.-15
98	Amosa To'oto'o	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa 31-déc.-16
99	Tagiilima Enele	Jardinier	Samoa 12-mai-17
<i>Suivi et évaluation</i>			
100	Simon Wilson	Conseiller chargé du suivi et de l'évaluation	Australie 08-août-17
<i>Ressources humaines</i>			
101	Luana Chan-Jamieson	Administratrice adjointe des ressources humaines	Samoa 05-janv.-17
102	Christine Purcell	Administratrice adjointe des ressources humaines	Samoa 04-mars-15
103	Jolynn Managreve-Fepuleai	Administratrice adjointe des ressources humaines	Fidji 08-juill.-15
104	Monica Tupai	Assistante des Services généraux	Samoa 21-mai-16
<i>Jeunes cadres/Détachements</i>			
105	Kilom Ishiguro	Technicien en données géographiques	Îles Marshall 03-août-15
106	Ana Markic	Travail de Doctorat dans le cadre de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Croatie janv.-17
<i>Engagement à titre temporaire</i>			
107	Anna Bertram	Assistante technique et administrative GEFPAS-PIRT	Allemand 28-févr.-15
108	Leilani Curry	Adjoint au chargé de projet – Plans des médias nationaux de résilience au climat et aux catastrophes	Samoa 31-mai-15
109	Anama Solofa	Adjoint au chargé de projet BIOPAMA	Samoa 20-janv.-15
110	Tino Faumuina	Jardinier	Samoa 31-déc.-14
<i>Agents de projet/Consultants</i>			
111	Andrea Volentras	Directeur de programme – PCCR	Samoa août-16
112	Aaron Buncl	Spécialiste de l'intégration – PCCR	Australie août-16
113	Satui Bentin	Coordinatrice du mécanisme régional de soutien technique – PCCR	Samoa août-16
114	Carolin Canessa	Assistante au projet Droit de l'environnement	Italie mars-15
115	<i>Vacant</i>	<i>Spécialiste des procédures de passation de marchés et de la gestion financière</i>	

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>5Cs</b>	Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques	<b>IIB</b>	Biodiversité insulaire intégrée
<b>AAMP</b>	Agence des aires marines protégées	<b>J-PRISM</b>	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les pays océaniques
<b>ACP</b>	Afrique, Caraïbes et Pacifique	<b>MNRE</b>	Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (Samoa)
<b>ACP/AME</b>	Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>MSP</b>	Projets de moyenne envergure
<b>AFD</b>	Agence Française de développement	<b>NISSAP</b>	Stratégie et plan d'action national sur les espèces envahissantes
<b>AME</b>	Accord multilatéral sur l'environnement	<b>NU PEID</b>	Nations Unies des Petits États insulaires en développement
<b>AMP</b>	Aire marine protégée	<b>OMI</b>	Organisation maritime internationale
<b>AMSA</b>	Direction australienne de la sécurité maritime	<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale
<b>AOSIS</b>	Alliance des petits États insulaires	<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>APAN</b>	Asia Pacific Adaptation Network	<b>PACC</b>	Projet océanique d'adaptation au changement climatique
<b>APA</b>	Accès et partage des avantages	<b>PACCSAP</b>	Programme australien des sciences du changement climatique et de la planification de l'adaptation dans le Pacifique
<b>APAN</b>	Réseau d'adaptation Asie-Pacifique	<b>PACIOCEA</b>	Projet d'analyse des écosystèmes de l'océan Pacifique
<b>BASD</b>	Banque asiatique de développement	<b>PACMAS</b>	Programme d'assistance aux médias océaniques
<b>BCDRP</b>	Projet Plans médiatiques de résilience au climat et aux catastrophes	<b>PACPLAN</b>	Plan régional océanique d'intervention en cas de déversement en mer
<b>BCRC</b>	Beijing – Centre de Coordination de la Convention de Bâle pour l'Asie et le Pacifique	<b>PACPOL</b>	Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique
<b>BIOPAMA</b>	Programme de gestion de la diversité biologique et des aires protégées	<b>PANSB</b>	Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité
<b>BIORAP</b>	Évaluation rapide de la biodiversité	<b>PCCP</b>	Portail océanique sur le changement climatique
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PCCR</b>	Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique
<b>CDB</b>	Convention sur la diversité biologique	<b>PEID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>CdP</b>	Conférence des Parties	<b>PEIN</b>	Réseau océanique d'information sur l'environnement
<b>CE</b>	Commission européenne	<b>PIFS</b>	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
<b>CHICCHAP</b>	CHICCHAP - Programme intégré de Choiseul sur le changement climatique	<b>PIGGAREP</b>	Projet océanique de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables
<b>CID</b>	Centre d'information et de documentation	<b>PINA</b>	Association océanique des médias
<b>CITES</b>	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	<b>PIPAP</b>	Portail océanique des aires protégées
<b>CMS</b>	Convention sur les espèces migratrices	<b>PIRT</b>	Table ronde océanique pour la conservation de la nature
<b>CORP</b>	Conseil des organisations régionales du Pacifique	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>CPS</b>	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique	<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>CSIRO</b>	Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie)	<b>POP</b>	Polluant organique persistant
<b>CTCN</b>	Centre et réseau pour la technologie climatique	<b>PRC</b>	Centre régional océanique
<b>EIE</b>	Étude d'impact sur l'environnement	<b>PRMG</b>	Groupe d'examen et de suivi des projets
<b>ESIS</b>	Système d'infrastructure spatiale environnementale	<b>PROE</b>	Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement
<b>FED</b>	Fonds européen de développement	<b>RRF</b>	Fonds de réponse rapide
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial	<b>RTSM</b>	Mécanisme régional de soutien technique
<b>FINPAC</b>	Projet Finlande-Océanie	<b>SIG</b>	Système d'information géographique
<b>FMIS</b>	Système d'information de gestion financière	<b>SMOC</b>	Système mondial d'observation du climat
<b>GBRMPA</b>	Administration du parc naturel de la Grande barrière de corail (Australie)	<b>SMT</b>	Équipe de direction
<b>GCCA</b>	Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique	<b>SNAGE</b>	Stratégie nationale pour la gestion de l'environnement
<b>GEF-PAS</b>	Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable	<b>SOE</b>	État de l'environnement
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande pour la coopération internationale)	<b>SRDP</b>	Stratégie océanique pour un développement à l'épreuve des catastrophes naturelles et du climat
<b>HLSM</b>	Mécanisme de soutien de haut niveau	<b>TREDS</b>	Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues
<b>HRIS</b>	Système d'information sur les ressources humaines	<b>UE</b>	Union européenne
<b>IAS</b>	Espèces exotiques envahissantes	<b>UICN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
<b>ICCAI</b>	Initiative internationale d'adaptation au changement climatique	<b>UNISDR</b>	Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes
<b>iCLIM</b>	Gestion de l'information sur le changement climatique	<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international
		<b>USP</b>	Université du Pacifique Sud
		<b>WWF</b>	Fonds mondial pour la nature
		<b>ZÉE</b>	Zone économique exclusive

# Notre région



Le Pacifique, plus grand océan de la planète, couvre près d'un tiers de la surface terrestre et compte près de 30 000 îles de tailles et de formes diverses qui parsèment cette vaste étendue.

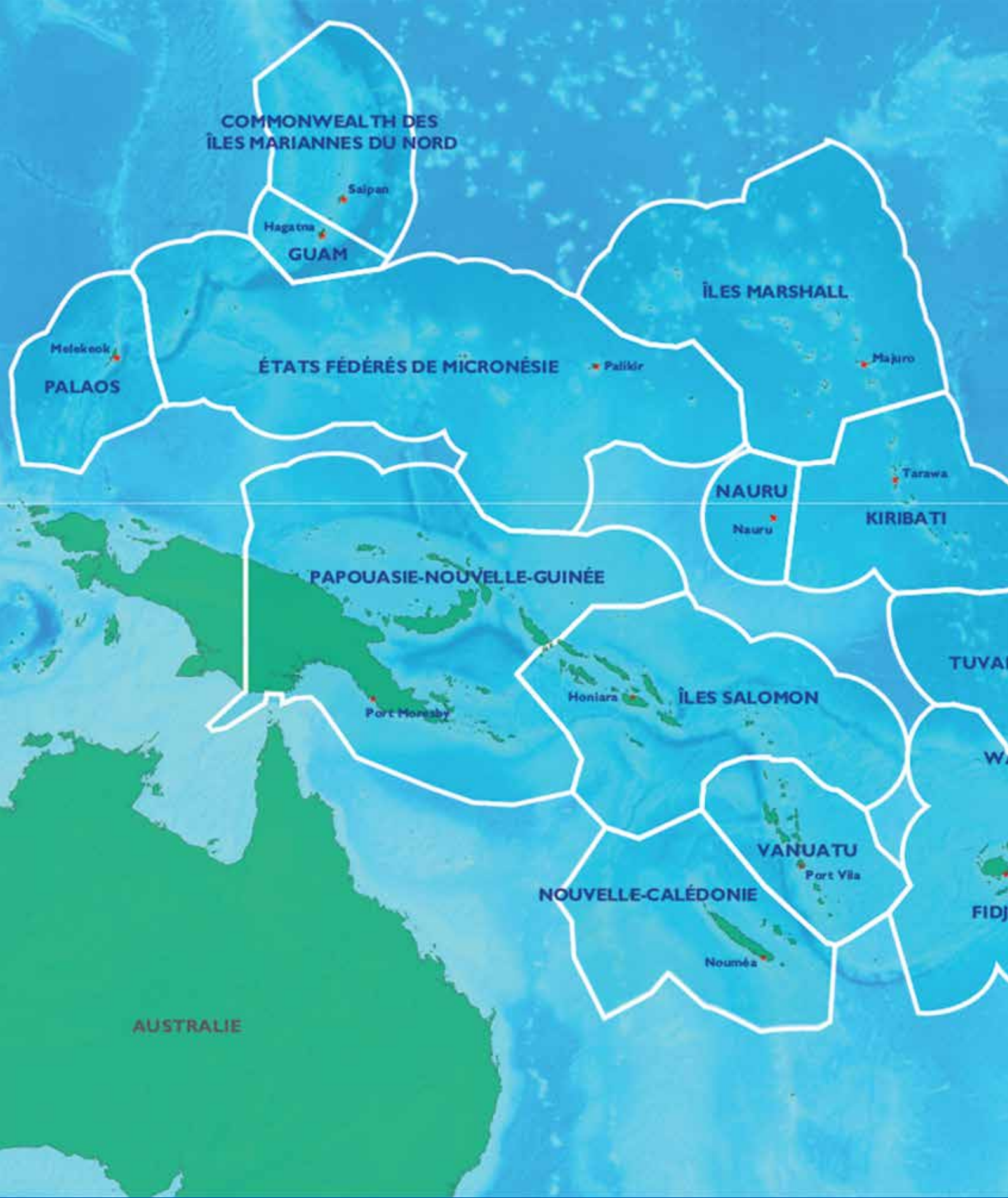
Les Membres insulaires océaniques du Secrétariat sont les suivants :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Marshall
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis et Futuna

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni

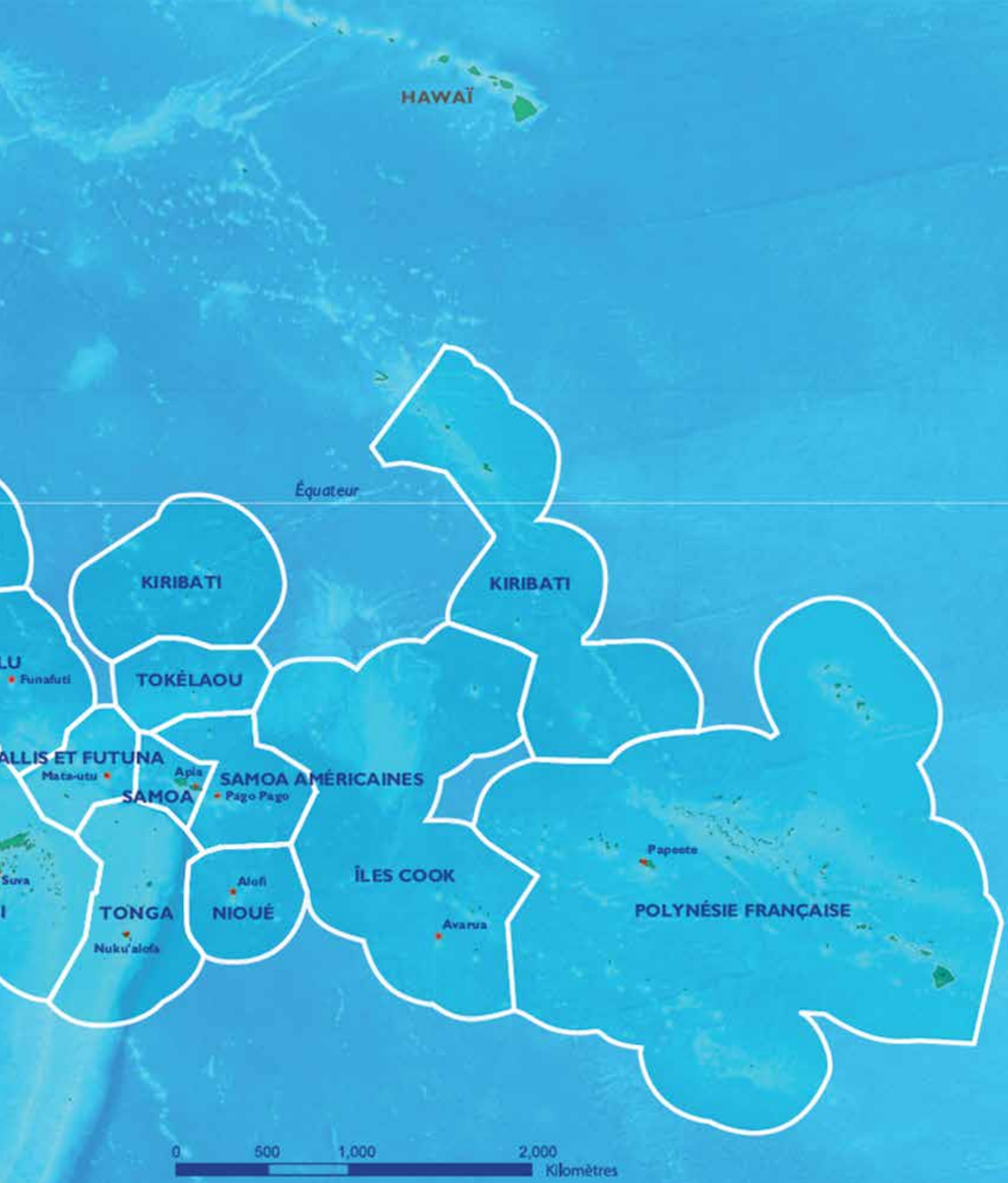




**PROE**

Programme régional océanien  
de l'environnement





*Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.*



**PROE**  
Programme régional océanien  
de l'environnement